

Sommaire

Retraites / Crise.....	1
La stratégie du choc.....	1
Intervention de Pierre Laurent au meeting du 19 mai.....	1
9 fiches argumentaires.....	5
Congrès.....	9
Préparation.....	9
Une contribution de 140 camarades.....	10
Actualité – Lettre aux organisations du Front de gauche.....	14
Communication.....	16
Bulletins.....	16
Communiqués de presse.....	16
Aide à la communication.....	17
Bulletin Idées.....	19

RETRAITES / CRISE

La stratégie du choc

Nicolas Sarkozy a annoncé des mesures pour réduire les déficits publics : une réforme constitutionnelle imposant des objectifs chiffrés sur cinq ans et un ralentissement des dépenses de santé et des collectivités locales.

La « stratégie du choc » dénoncée par Naomi Klein dans un de ses ouvrages fonctionne à plein régime. En s'attaquant d'abord à la Grèce puis à la zone Euro, les spéculateurs avec la complicité des principaux gouvernements européens veulent imposer de toute urgence des super-mesures d'austérité. L'objectif est encore une fois, pour ces financiers sans scrupules, de gagner de nouvelles parts de marché en assassinant à petit feu les services publics et leurs champs d'intervention.

Les collectivités locales en majorité de gauche sont en première ligne dans la guerre totale que veut mener Nicolas Sarkozy. Les politiques qu'elles mènent sont en danger face à un état de plus en plus inégalitaire qui cherche à tout prix à les asphyxier financièrement. C'est intolérable, injuste et anti-démocratique.

Les représentant-e-s de ces collectivités territoriales ont été élu-e-s sur des programmes politiques. Ils doivent pouvoir les appliquer.

Quand à la délirante inscription dans la Constitution française de la maîtrise des déficits, Rappelons le précédent de 2005 où il s'agissait de graver dans le marbre la « concurrence libre et non faussée ». Nous avons vu à quoi cela nous a menés : à une crise d'une gravité extrême. Face à la violence de l'attaque qui peut enfoncer notre pays dans une crise encore plus profonde, j'appelle au rassemblement le plus large avec une première échéance qui s'annonce déjà comme cruciale : à savoir la mobilisation du 27 mai pour la défense de nos retraites.

Intervention de Pierre Laurent au meeting du 19 mai

Mesdames et messieurs,

Ce qui nous réunit ce soir, c'est l'urgence. L'urgence face à la gravité de la crise capitaliste. L'urgence dans laquelle les réponses des gouvernements européens à cette crise, du gouvernement Sarkozy dans notre pays, plongent chaque jour des millions de travailleurs. Et face à cela, l'urgence de la riposte et de la construction d'alternatives politiques fortes.

Vous êtes très nombreux à avoir répondu présents. Et je vous en remercie. Car ce que nous voulons ce soir, c'est envoyer un



signal fort. Oui, il faut que grandissent partout ce cri de colère, cette exigence populaire : stop au jeu de massacre ! Stop aux appétits des marchés financiers ! Stop à cette fuite en avant dans la crise capitaliste !

Je veux d'abord dire ma solidarité au peuple grec, qui résiste avec courage et combativité à la purge et à la mise sous tutelle qu'on veut lui infliger. Je veux dire à tous les peuples européens la convergence d'intérêt qui nous unit.

Aux femmes et aux hommes qui luttent pour leurs droits et leur liberté en Grèce, à toutes celles et ceux qui se mobilisent en Europe, nous lançons ce soir ce message :

Avec vous, nous résisterons à la dictature des marchés financiers !

Avec vous, nous résisterons au coup de force des gouvernements !

Avec vous, nous voulons ouvrir d'autres chemins pour un nouvel avenir d'épanouissement social!

Oui, ce n'est pas aux peuples de payer la crise, mais à tous les prédateurs de ce système qui nous ont conduit dans le gouffre. Ce n'est pas aux peuples de céder et de courber l'échine, c'est aux responsables politiques qui ont construit cette folle machine financière capitaliste de céder la place. Il y en a assez de ces donneurs de leçons de « rigueur », de « bonne gestion », d'« orthodoxie budgétaire », qui sont en vérité les plus grands gaspilleurs de richesses que la planète ait jamais connus.

Car, mes amis, mes camarades, la première tâche qui est devant nous est claire : c'est de faire cesser le mensonge organisé sur les causes de la crise. Non, ce ne sont pas les peuples qui ont trop dépensé, et les dépenses publiques qui ont creusé les déficits. Les uns comme les autres sont maltraités depuis déjà des années.

La crise que nous connaissons, c'est la crise d'un système capitaliste mondialisé qui a tout sacrifié, travail humain et intérêt général, à l'accumulation et à la spéculation financières. C'est la crise de choix politiques qui ont livré pour cela, décision politique après décision politique, tous les pouvoirs aux marchés financiers, aux actionnaires, aux multinationales de la finance.

C'est cela qui a éclaté en 2008. Ce qui a craqué, c'est un système qui au lieu d'utiliser les immenses richesses nouvelles produites par le travail, les progrès de la productivité, les formidables possibilités permises par la révolution informationnelle à financer de nouveaux progrès sociaux, a drainé ces énormes richesses vers les pompes à profits des marchés financiers. Le capitalisme s'est drogué aux profits spéculatifs jusqu'à l'overdose. La spéculation l'a envahit comme un cancer jusqu'au collapsus généralisé. Oui, la vérité la voilà !

Et, soyons clairs et nets mes amis, il n'y aura pas de sortie de crise si persistent le soutien aux marchés financiers et les cures d'austérité pour les peuples. Mais il y aura des rechutes graves.

D'ailleurs, pourquoi cela vient-il de craquer à nouveau alors qu'ils nous avaient promis de dompter le capitalisme devenu fou. Parce que depuis 2008, ils ont continué ! Parce qu'ils ont injecté, en endettant cette fois brutalement les Etats, des centaines de milliards d'euros dans la fournaise financière pour la relancer sans toucher aux critères des banques et des fonds spéculatifs, sans toucher aux modes de gestion des grands groupes capitalistes. Et qu'ont fait les profiteurs sur les marchés financiers ? Ils ont renoué avec les profits et ont redoublé leur jeu spéculatif sur la dette des Etats, et aujourd'hui contre l'euro. Et à chaque fois, ils touchent le gros lot. Et quand ils perdent trop gros, qui vient à la rescousse pour les refinancer sans conditions ? Les gouvernants capitalistes. Et à qui est présentée l'addition : à nous les travailleurs !

Ce système est devenu aberrant : des spéculateurs peuvent gagner des milliards sans travailler. Comment expliquer sinon que la capitalisation boursière peut faire le 10 mai dernier un bond de 80 milliards d'euros en une journée ? C'est dément.

Alors, si nous n'arrêtons pas cette machine infernale, elle restera insatiable.

On le voit bien. Les gouvernements européens ont mis la Grèce sous tutelle avec le concours du FMI. La spéculation a pourtant repris de plus belle. Les gouvernements de l'Union européenne se sont alors mis autour de la table. Et notre sauveur suprême du capitalisme, Nicolas Sarkozy nous a annoncé un accord « historique » : 750 milliards d'euros mobilisés ; et de nouvelles garanties données aux marchés, notamment l'appui des États et de la banque centrale européenne pour pressurer les peuples comme jamais ils ne l'ont été afin de maintenir la rentabilité des capitaux.

Mais la spéculation a repris de plus belle. Et ça continue... Après la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie.

Et en France, sans aucun débat démocratique, pas même un débat parlementaire, le Premier Ministre décrète la rigueur, et trois ans de gel des dépenses publiques, du jamais vu !

A chaque fois, l'intérêt général et le bien commun sont foulés au pied. Les travailleurs payent et les profiteurs sont épargnés.

Car, vous l'avez compris, c'est une des règles d'or du capitalisme : jamais la petite minorité qui en profite ne passe elle-même à la caisse. Et cela, quelles qu'en soient les conséquences.

Il suffit d'ouvrir le journal pour la vérifier chaque jour.

Semaine après semaine, on y fait la chronique des souffrances, parfois jusqu'au suicide, que connaissent de plus en plus de salariés dans leur travail. Noir sur blanc, on y apprend que les techniques managériales rendent le travail insupportable, jusqu'à l'épuisement physique ou psychique.

On y lit qu'en ces temps de progrès inouïs des savoirs et des technologies le nombre des « travailleurs pauvres », ces femmes et ces hommes – surtout des femmes ! – qui ont un travail sans pouvoir en vivre, ne cesse de grandir. Ou que les jeunes, qui sont l'avenir, et les « seniors », qui ont l'expérience, sont désormais décrétés « inemployables ».

On y lit que BP est en train de souiller de façon irréparable un des écosystèmes les plus riches de la planète parce qu'elle a décidé d'économiser quelques centaines de milliers de dollars sur des valves de sécurité.

On y lit qu'il faudrait 25 milliards pour réduire de moitié le nombre- un milliard- d'êtres humains qui souffrent de la faim, alors qu'on va en claquer 750 pour les spéculateurs.

On y lit des tableaux qui prouvent que jamais, même en temps de guerre, les dépenses d'armement n'ont été à un tel niveau.

On pourrait continuer longtemps la litanie des absurdités, des ravages et des dangers que produit ce système capitaliste aveugle et immoral. Oui, ce système est devenu fou. Et beaucoup trop dangereux pour l'humanité. Il faut en changer, le dépasser jusqu'à en finir avec ses logiques .

Dépasser ce système et ses logiques, inventer d'autres règles pour construire un avenir de partage et de bien commun, d'épanouissement social pour chacun, c'est le défi du XXIème siècle. Ce n'est pas une utopie, c'est la question concrète posée par la crise du système. Et c'est possible, à condition de rendre crédibles, par des propositions, et par le rassemblement politique et populaire en faveur de ces solutions, les voies d'un changement réel.

Inventer un autre avenir, c'est par exemple relever le défi de la crise en Europe, comme vient de le développer Patrick.

L'heure est plus que jamais à la refondation d'une nouvelle ambition pour l'Europe, d'une nouvelle conception de l'Union européenne.

Sortir de l'euro, comme on l'entend ici ou là, ne servirait qu'à consacrer l'hégémonie du dollar, sans remettre en cause la main mise des marchés financiers sur les richesses créées par les Européens.

Il faut au contraire faire grandir l'exigence de placer la création monétaire au service des besoins humains, de la promotion de l'emploi et de la formation, de l'extension des services publics.

Cela nécessite de réorienter radicalement les missions des institutions de l'Union européenne, de la Banque centrale européenne en premier lieu.

Cela nécessite aussi de les soumettre au contrôle démocratique des populations.

Ce sont donc tous les traités européens qu'il faut revisiter, en particulier le traité constitutionnel européen que les peuples consultés, dont le peuple français, avaient très lucidement refusé.

Inventer un autre avenir, c'est aussi ne pas laisser Nicolas Sarkozy faire marcher notre système de retraite à reculons. C'est relever ce défi en cherchant à franchir, comme l'ont fait les créateurs de la Sécurité sociale après guerre, un nouveau progrès de civilisation. Les communistes proposent de faire du XXIème siècle, un siècle où l'on a plus de temps pour soi, pour les siens, pour les autres. Si l'on vit désormais plus longtemps qu'hier, tant mieux, on a les moyens de profiter plus longtemps de notre retraite et de vivre mieux cette période de notre vie.

Nicolas Sarkozy et ses amis de la finance, eux , voudraient profiter de la crise pour imposer leurs solutions régressives.

Le document transmis dimanche aux syndicats nous ressert les vieilles recettes libérales. Au menu : report de l'âge légal de départ et allongement de la durée de cotisation. Autant le dire une baisse massive des pensions.

C'est injuste et surtout, comme pour la crise financière, cela ne résoudrait rien. Ce qu'ils nous proposent, c'est à terme une société avec trente millions de retraités plongés dans le dénuement. Et parions-le, avec le chômage et la précarité généralisés, des déficits abyssaux.

En réalité, les destructions d'emplois pèsent infiniment plus que la démographie sur notre système de retraite. C'est à cela qu'il faut s'attaquer.

Relever ce défi, c'est d'abord se saisir du défi d'une sécurisation de l'emploi et de la formation : un million d'emplois en plus, c'est 5 milliards d'euros de recettes supplémentaires ! Réorienter l'argent pour permettre à chaque individu de bénéficier d'une sécurité de droits et de revenus dès sa majorité et tout au long de sa vie contribuerait grandement à financer une retraite à taux plein à 60 ans pour tous.

Répondre à cette ambition, c'est faire cotiser les masses immenses de capitaux, les revenus financiers, qui se développent au détriment de l'emploi. Cela apporterait 22,2 milliards d'euros au système des retraites si cette nouvelle cotisation était soumise au même taux que les cotisations patronales sur les salaires.

Nous avons entrepris en convergence avec de très nombreuses forces sociales, politiques, syndicales, une très grande campagne. Elle marque des points. Et ce n'est que le début.

Le Parti socialiste qui tanguait sur la retraite à 60 ans a réaffirmé hier ce principe. Tant mieux. Mais que d'ambiguïté derrière cette affirmation. Si c'est un droit, assurons qu'il puisse être effectif et ne commençons par le vider de sens, en rendant impossible les conditions d'une bonne pension à cet âge là, en laissant toutes les portes ouvertes à l'allongement de la durée d'activité. La gauche qui prétend ménager la chèvre et le chou, ça suffit.

Nous, nous voulons aller avec ambition au bout d'un choix de société. C'est l'intérêt de notre peuple et c'est la seule manière de construire les ruptures qui permettront une réelle sortie de crise.

Amplifions donc notre campagne avec confiance, en rassemblant sans exclusive, et continuons de construire avec toutes les forces disponibles un front de riposte inédit, un front politique, social, citoyen et inter-générationnel gagnant, qui porte une ambition pour la société tout entière.

Europe, retraites, services publics, utilité du travail, sens de nos sociétés... en tous domaines, on le voit bien, un spectre hante de nouveau notre continent et le monde, et c'est bien celui d'une alternative à ce système, d'un autre système post-capitaliste qui s'en prendrait à la concentration phénoménale des richesses et des pouvoirs entre quelques mains.

Oh bien sûr, il ne manque pas de voix chaque fois que nous soulevons la question pour nous dire l'impossibilité d'une telle ambition, pour nous renvoyer à l'échec et l'effondrement, à la fin du siècle dernier, de la première tentative d'alternative – qui se prévalait du beau mot de communisme – et qui a permis au capitalisme de se prétendre, au début des années 90, le seul système possible. Avec les résultats désastreux que l'on sait aujourd'hui.

Nous savons aussi que, malheureusement, le choc de l'histoire a été si fort qu'une partie importante de la gauche, partout, s'est résignée à cette idée, et a réduit son ambition, au nom du réalisme, à « réguler » ou « moraliser » le système. Mais c'est ce réalisme qui est aujourd'hui irréaliste.

Tout montre que nous changeons d'époque. La crise globale dans laquelle s'enfonce le capitalisme marque un tournant. Il peut, l'histoire nous l'enseigne, en sortir le pire. C'est un rude combat.

Nous devons à nouveau ouvrir les portes de l'espoir. Quels que soient les mots que nous employons les uns et les autres pour la nommer, ce qui est à l'ordre du jour comme une urgence majeure, c'est bien une alternative au capitalisme. Une alternative de système, radicalement repensée dans ses objectifs et ses moyens, tirant les leçons des échecs passés, et capable de répondre aux défis considérables de ce 21ème siècle commençant en mettant l'humain au centre de toutes les décisions.

Utopie, dans la situation où nous sommes ? Je suis convaincu du contraire. Car c'est en l'énonçant clairement et en y travaillant avec toutes celles et tous ceux qui refusent l'inacceptable, que pourront se rassembler les forces permettant de l'atteindre.

Ce sont des forces considérables, aujourd'hui stérilisées par l'absence d'alternative. Il faut travailler à les libérer en allant à la rencontre de celles et ceux qui en sont porteurs. Non pas au nom d'une nouvelle vérité absolue qui pourrait s'imposer par une révolution à l'ancienne : cela, personne n'y croit plus, et à juste titre, dans des sociétés comme les nôtres. Mais en proposant ce que Jaurès appelait une « évolution révolutionnaire », fondée à chaque étape sur la volonté démocratique d'une majorité de notre peuple, et proposant des ruptures décisives avec les logiques du capitalisme.

Prenons l'Egalité, valeur essentielle de notre République. Elle est en lambeaux à l'heure où certains peuvent gagner ou posséder cent ou mille fois plus que d'autres. Les inégalités explosent, cyniquement étalées et même revendiquées jusqu'au sommet de l'Etat. Ne faut-il pas reconstruire une société du partage? Ni égalitarisme, ni individualisme et mise en concurrence, mais un « vivre ensemble » solidaire où chacun puisse accéder à un travail librement choisi, utile à la société, qui fasse reculer l'aliénation au travail et permette l'épanouissement. Ne faut-il pas réfléchir à un système qui fixerait des limitations aux inégalités de revenus et de patrimoine – nécessité éthique autant que politique – qui garantisse d'assurer à chacun la satisfaction des besoins définis démocratiquement comme essentiels ?

Prenons la vie économique et les entreprises. La révolte est générale contre un système qui donne aux seuls actionnaires le droit de vie et de mort sur des entreprises qui n'existent pourtant que par le travail de tous, et disposent ainsi sans appel du sort de femmes et d'hommes qui n'ont jamais fait que leur travail. Ne peut-on proposer de mettre fin à ce scandale en travaillant à l'élaboration d'un régime de démocratie économique qui abolisse la toute puissance de la finance sur notre appareil de production et permette de faire vivre une autre conception du développement social et humain ?

Prenons encore la question du pouvoir. Là aussi : écœurement, colère ; et désillusion massive nourrie par le sentiment que tout est entre les mains d'une poignée de professionnels de la politique qui ne s'intéresseraient qu'à eux-mêmes. Peut-on espérer des politiques nouvelles sans que les pouvoirs changent radicalement de mains et que des millions de citoyennes et de citoyens se retrouvent en situation d'intervenir à tous les niveaux des institutions ? Ne faut-il pas appeler notre peuple à un grand travail constituant visant une République de « citoyens associés » dans une démocratie sociale et participative ?

Oui, la tâche de l'heure est d'ouvrir la voie à des réponses qui émancipent la société, les femmes et les hommes qui la composent des entraves du système capitaliste. C'est à la gauche de conduire ce travail. Ne pas le faire, c'est se mettre hors jeu de l'histoire.

Je dis aux femmes et aux hommes qui aspirent à ces solutions anti-crise. Vous êtes la gauche de demain. Je leur lance un appel pour ensemble construire l'avenir qui permettra à nouveau à la gauche d'être à la hauteur.

En 2005, quand nous sommes rassemblés contre le TCE. Nous avons vu juste. Ne l'oublions pas. Aujourd'hui, en défendant la retraite à 60 ans, en refusant la purge d'une super-austérité sur l'autel des marchés financiers, nous sommes dans le vrai. Soyons en convaincus.

Les forces de gauche sont à un tournant. Face à la profondeur de la crise du capitalisme, au delà de l'indispensable rejet des politiques libérales, la gauche a un devoir d'invention., pour penser un mode de développement humain durable, non productiviste, non consumériste, préservant la planète pour notre génération et celles qui viennent en développant une ambition d'égalité et de justice dans la réponse aux besoins sociaux.

Le Parti communiste est tout entier mobilisé par cet objectif. C'est à cet objectif de construction de majorités politiques transformatrices que nous voulons consacrer la poursuite et le développement d'une nouvelle phase du Front de gauche.

Alors, amis et camarades, à l'offensive. La construction de convergences nouvelles en Europe est devant nous. La bataille des retraites aussi et elle peut être gagnée. Déployons notre campagne. Faisons tout pour la réussite de la journée de mobilisation syndicale du 27 mai.

Oui, nous pouvons reconstruire l'espoir. C'est l'appel que ce soir, tous ensemble, nous lançons.

9 fiches argumentaires

1. Crise des retraites, crise systémique

La crise des retraites plonge dans la crise systémique du capitalisme. Avec la course à « l'argent pour l'argent », les énormes potentiels de productivité des technologies informationnelles sont gâchés et tendent à détruire l'emploi, ce qui augmente le chômage et tire vers le bas la masse salariale, d'où l'insuffisance croissante des débouchés, tandis que le « cash » ainsi réalisé par les groupes va de plus en plus à la spéculation.

Le recours massif au crédit et à l'endettement a permis, cependant, des années durant, de maintenir une demande apparente dans les pays développés... jusqu'à l'éclatement de la crise financière de 2008-2009. Les aides publiques colossales alors accordées aux banques, sans changement des critères du crédit, ont servi, en Europe particulièrement, à relancer la spéculation et non l'emploi et la croissance réelle.

D'où l'ampleur inédite du surendettement public des États de la zone euro, au-delà de la Grèce, et donc de la crise de l'euro lui-même. L'attaque contre les retraites est inscrite en contrepartie du dispositif de 750 milliards d'euros décidé par l'Union européenne pour assurer le remboursement des créanciers : il s'agit de diminuer la part, dans les richesses produites, des prélèvements publics et sociaux (impôts+cotisations) nécessaires au financement des dépenses sociales (retraites, santé...) afin de laisser s'envoler la part des prélèvements financiers (intérêts+dividendes).

Cela pèsera sur l'activité et relancera la spéculation. Au contraire, une autre création monétaire de la BCE et un fonds européen de développement social peuvent favoriser le progrès social dans l'UE, dont de bonnes retraites.

2. Démographie : un impact réel mais non fatal

Si l'accroissement de la part des 60 ans et plus dans la population totale est une réalité, il faut sortir du fatalisme des projections démographiques.

Selon le COR, elle devrait passer de 20 % à 32 % en 2050 (+ 50 %) et on passerait à 1,2 cotisant en 2050 par retraité, pour 1,8 en 2005. Mais contrairement aux hypothèses démographiques catastrophistes antérieures, on assiste à une remontée de l'indice de fécondité : de 1,65 en 1974 à 2,09 enfants par femme d'âge fécond en 2010, soit pratiquement le taux de renouvellement des générations : 2,1. Ainsi le déclin annoncé de la population active a été retardé. De même, on peut estimer l'augmentation du besoin de financement lié à la démographie à 150 % de 1949 à 2009. Mais les richesses produites ont, sur cette période, cru de 645 % en volume, soit une croissance de 400 % par personne d'âge actif.

Une politique familiale moderne pourrait contribuer à créer la force de travail et donc les cotisants de demain, permettant de garantir le financement des retraites. Ceci impliquerait aussi de relever le nombre d'actifs cotisants en faisant reculer les exclusions sociales et en relevant le taux d'emploi des femmes, ce qui nécessiterait un service public de la petite enfance pour assurer les formules de garde des enfants. Sans oublier un possible recours à l'immigration, mais dans de tout autres conditions.

Répondre aux besoins liés à la démographie. L'accroissement de l'espérance de vie est un fait positif. Politique familiale moderne, formation, salaires et emploi sont au coeur du financement des retraites.

3. Salaires et emploi, base des cotisations

Les cotisations sociales sont calculées sur la base des salaires versés dans chaque entreprise. Mais elles sont prélevées sur la valeur ajoutée, c'est une part de la VA, hors salaires et donc prélevée sur les profits (valeur ajoutée = salaires+profits).

Ce système permet d'utiliser une partie des profits des entreprises et des richesses créées par les salariés pour financer, de façon mutualisée, un revenu pour chaque salarié retraité tout le long de sa vie hors activités professionnelles, hors subordination vis-à-vis d'un employeur, en solidarisant les salariés et les retraités. Ainsi, les entreprises sont incitées à gagner en productivité autrement qu'en faisant pression sur les salaires et l'emploi et au contraire en participant au développement des prestations retraite.

Celles-ci permettent de remplacer les salariés âgés et de renouveler la force de travail. La proposition, défendue par le PS, tendant à introduire la valeur ajoutée dans la base de calcul des cotisations patronales rendrait ces dernières dépendantes aussi des profits. La base VA serait beaucoup moins fiable que la base salaire, beaucoup plus fraudable. De même, la proposition tendant à remplacer le financement actuel des retraites par l'impôt, comme a commencé de le faire la CSG, le coupe du lien décisif à l'entreprise.

C'est aussi ce but que visent les exonérations de cotisations sociales patronales, dénommées « charges patronales » pour mieux faire croire qu'elles étouffent les entreprises. Alors que ce sont les charges financières du crédit et des dividendes qui sont écrasantes. En 2008, elles s'élevaient à 359 milliards d'euros soit 36,2 % de la valeur ajoutée des sociétés non financières contre 15,2 % seulement pour les cotisations sociales (151 milliards).

4. Inégalités hommes-femmes.

Retraite au titre des droits directs :

femmes : 746 €, hommes: 1 550 €.

Avec les pensions de réversion :

femmes : 1 020 €,hommes 1 636 €.

Deux raisons :

- Des carrières plus courtes : hommes 42,25 ans de cotisation, femmes 29,75 ans.
- Pour pouvoir obtenir une pension plus importante, les femmes liquident leur retraite plus tard: 61,3 ans contre 59,2 ans pour les hommes ! A ne pas confondre avec l'âge de cessation d'activité. Environ 2/3 des salariés ne sont plus en activité à 60 ans. Mais 32 % des hommes passent par une situation de préretraite contre 21 % des femmes. Par contre, 18 % de ces dernières sont au chômage contre 13 % des hommes.

Salaires plus faibles et basses retraites. Un cumul des inégalités :

A) Salaires à temps complet inférieurs de 20 %.

B) Temps partiel souvent imposé : 30 % pour les femmes contre 5 % pour les hommes. Résultat : pour une carrière complète, pension de 1 027 € pour les femmes, 1 603 € pour les hommes.

Les mesures Balladur-Fillon ont particulièrement pénalisé la retraite des femmes qui a déjà perdu 20 % avec, particulièrement, le système de décote (5 % de pénalisation par année manquante).

Les réformes programmées vont pénaliser encore davantage les femmes, 40 % d'entre elles connaissent les basses retraites.

Inégalités d'espérance de vie en bonne santé entre ouvriers et cadres supérieurs.

Espérance de vie à 35 ans : cadres 47 ans dont 34 sans incapacité, ouvriers 41 ans dont 24 sans incapacité.

L'écart d'espérance de vie est de 6 ans, l'écart pour l'espérance de vie sans incapacité est de 10 ans entre ouvriers et cadres supérieurs.

Causes : pénibilité du travail. Cet écart justifie pleinement la prise en compte de la pénibilité pour le départ anticipé. Le Medef doit être responsabilisé pour son financement.

5. Aggraver ce qui a échoué : NON

Les 3 réformes Balladur (1993), Fillon (2003) et le rendez-vous de 2008 ont imposé :

En 1993 :

- 40 années de cotisation au lieu de 37,5 années pour une retraite à taux plein.
- Passage des 10 aux 25 meilleures années pour le calcul de la pension aboutissant à la baisse automatique des pensions.
- Indexation des retraites sur les prix et non plus sur les salaires, conduisant à une perte de pouvoir d'achat de la retraite.

En 2003 :

- Alignement de la durée de cotisation des fonctionnaires pour une retraite à taux plein, et nouvel allongement pour tous les régimes jusqu'à 41 ans en 2012, voire 42 en 2020.
- Réduction des pensions.
- Asphyxie du financement de la retraite par répartition.
- Incitation au recours à la capitalisation.

En 2008 :

- Alignement des régimes spéciaux (SNCF, EDF-GDF, RATP) sur le régime général.
- Durée de cotisation portée à 41 ans de cotisations pour tous en 2012

Toutes ces mesures convergentes visant la régression des pensions et à l'allongement de la durée de cotisations ont dégradé l'« équilibre financier ».

Maintenant on veut aller beaucoup plus loin : repousser l'âge de la retraite, accroître la durée de cotisation, réduire le niveau des pensions. L'idée, archirabâchée, d'un partage des efforts avec un prélèvement sur les plus fortunés est un leurre visant à faire avaler la couleuvre de l'augmentation des annuités. Le débat sur un vrai financement pour garantir la répartition est interdit, afin de monter les régimes par capitalisation. Face au sacrifice des jeunes, grandes victimes du projet de Sardonyx, la solidarité entre les générations et l'action doivent se renforcer.

6. La capitalisation coulera la répartition

La répartition, système de solidarité intergénération et interprofessions, se fonde sur le versement immédiat des cotisations des actifs employés pour financer les retraites. Ces prestations soutiennent la demande, l'emploi, la croissance réelle, incitent les entreprises à investir. Elles permettent de rajeunir la force de travail, et contribuent au progrès de la productivité.

La capitalisation est un gâchis car les fonds, capitalisés à partir de l'épargne individuelle, vont à la finance et la spéculation. Elle nécessite des réserves financières considérables (trois fois plus que pour la répartition), donc des prélèvements plus lourds pour des prestations réduites. Ces fonds épargnés sont autant de cotisations en moins pour le système de répartition.

La capitalisation est un risque car ces fonds dépendent de la rentabilité des marchés financiers et sont soumis à leurs aléas. Le krach boursier de 2008 a fait baisser le montant des actifs des Fonds de retraite de 5 400 milliards de dollars, et le montant des pensions de 23 % dans les pays où domine ce système de retraite.

A l'opposé de la répartition on cotise sans aucune garantie sur le montant de la retraite. Certains ont ainsi tout perdu avec la faillite de leur fonds.

La capitalisation n'est pas un complément à la répartition, mais une arme pour la détruire.

7. Un service public et commun des personnes âgées

En France l'espérance de vie passe à 81 ans en 2010 et les plus de 60 ans représentent 22,6 % de la population. Ce progrès est considéré par les tenants de la domination des marchés comme une charge. Au contraire, il permettrait d'avancer vers une autre civilisation, avec un service public de sécurisation et de promotion des personnes âgées.

Sécurisation de tous les moments de la vie et promotion des activités créatrices des seniors, des retraités et des dépendants.

La question des seniors et de leur faible taux d'emploi se rattache à la sécurisation des parcours professionnels. Le service public pourrait organiser des suivis contre l'usure et la pénibilité, des formations et des mobilités professionnelles, encadrer de bons mitemps.

Les retraités. La promotion de leurs conditions de vie et de leurs activités sociales concernerait le niveau des pensions dès 60 ans. Déjà s'amorce un renversement de portée révolutionnaire : à l'opposé de leur mise à l'écart de la vie sociale, une disponibilité bien plus grande des retraités que dans la période de travail pour des relations sociales choisies et créatrices.

Le 4e âge et les dépendants. Il s'agit de la poursuite de relations sociales et culturelles, au lieu de la réduction aux traitements médicaux et de soins physiques. Pour le soutien des maisons de retraite, très inégales, les budgets publics doivent augmenter. Les services aux personnes âgées à domicile devraient surmonter leurs graves insuffisances.

8. Attaques contre les retraites dans la fonction publique

Au nom des déficits sont imposés aux fonctionnaires : salaires bloqués, suppressions d'emplois, RGPP (révision générale des politiques publiques), non remplacement d'un fonctionnaire qui part à la retraite sur 2, casse de la fonction publique.

Au nom de l'alignement sur le privé, la loi Fillon 2003 a entraîné : recul de l'âge de départ à la retraite, baisse du taux de remplacement des pensions.

Les réformes programmées : (accroissement de la durée de cotisation, de la période de référence, report de l'âge de la retraite), sans résoudre les problèmes de financement, frappent durement les fonctionnaires. Or leurs pensions sont, pour des salaires d'actifs comparables, du même ordre de grandeur que celles versées par le régime général.

Les droits familiaux liés à la maternité sont remis en cause et pénalisent encore plus les femmes. Les prétentions gouvernementales 2010 seraient fatales pour le code des pensions.

C'est pourquoi le PCF propose :

- La prise en compte de la pénibilité et des carrières longues ;

- Le maintien de l'âge légal à 60 ans avec les garanties pour une retraite à taux plein et des 6 derniers mois comme Le retour aux 37,5 annuités pour tous, y compris les fonctionnaires pour le calcul d'une pension complète avec 75 % du salaire minimum, la revalorisation des basses retraites ;
- L'augmentation des salaires, la reconnaissance des qualifications et des créations d'emplois qui permettront le renouvellement générationnel et faciliteront l'équilibre des comptes et caisses ;
- L'intégration des primes, dans le calcul de la retraite, et leur assujettissement complet aux cotisations ;
- La prise en compte des années de formation pour la durée de cotisations.

9. Réforme du financement : les propositions du PCF

- Faire cotiser les revenus financiers des entreprises et des banques au même taux que la cotisation sociale patronale assise sur les salaires.
- Principe des cotisations sociales. Celles-ci doivent rester fonction des salaires versés dans chaque entreprise. Mais le taux des cotisations patronales serait modulé selon le rapport « salaires / valeur ajoutée ». Cela responsabiliserait socialement les entreprises en les incitant à augmenter la part des salaires dans la valeur ajoutée (politique salariale, emplois, qualifications) ; à gagner en productivité en baissant d'autres coûts dans l'entreprise que les coûts salariaux : les coûts en capital ; à ne pas céder aux sirènes de la croissance financière des capitaux (OPA, placements financiers, spéculations, exportations de capitaux...).

L'objectif de ces deux propositions serait d'augmenter fortement les recettes de cotisations sociales avec un effet de ciseaux positif. Dans un premier temps, la « taxation » des revenus financiers rapporterait beaucoup (22 milliards d'euros pour les retraites), puis, dissuadant progressivement les entreprises d'en rechercher, son rendement tendrait à diminuer. Simultanément, la modulation de la cotisation patronale rapporterait de plus en plus, au-delà de ce que rapporterait aujourd'hui la « taxation » des revenus financiers, en enclenchant une autre logique de la croissance et de la gestion des entreprises, centrée sur le développement des emplois, des salaires et prestations sociales.

On mettrait fin aux exonérations de cotisations patronales (30 milliards d'euros), le montant de l'argent public gâché pour les compenser pourrait être alloué à un Fonds national pour développer l'emploi et la formation, base des cotisations sociales.

Ce Fonds impulserait un nouveau crédit pour l'investissement, à taux d'intérêt d'autant plus abaissé que les entreprises font de l'emploi. Cela devrait favoriser la base emploi et salaire de la retraite par répartition.

Au-delà de la valeur ajoutée normale des entreprises, il convient d'ajouter des cotisations retraite sur leurs profits financiers.

Congrès

Préparation

Les textes plateformes sont maintenant parvenus aux communistes qui en ont pris connaissance et vont en discuter. Ils sont également disponibles sur le site AlternativeForge.net où les contributions individuelles et collectives sont publiées ainsi que les compte-rendu d'assemblée générale et de conférence départementale.

Le débat doit s'amplifier, notamment à partir de questions les plus aiguës sur lesquelles le maximum de camarades doivent pouvoir s'exprimer, et notamment :

- 1) Quelles initiatives nouvelles prendre face à la crise? Quelle suite donner à notre bataille pour les retraites? Comment contribuer au rassemblement sur des solutions?
- 2) Quel bilan critique tirons-nous de notre démarche de fronts initiée au 34ème congrès et du Front de gauche aux élections européennes, puis aux régionales?
- 3) Quelles initiatives concrètes nous permettront de franchir une nouvelle étape du Front de gauche? Comment créer une dynamique militante en ce sens?

4) Comment aborder les prochaines échéances électorales ? Cantonales et Sénatoriales en 2011? Présidentielle et législatives en 2012 ?

5) Quelle est le sentiment des communistes sur le sens et la mise en oeuvre des pistes et propositions concrètes que développe le texte sur la transformation du parti?

Une contribution de 140 camarades

Pour un Congrès utile et qui rassemble

Le contexte dans lequel se prépare le congrès de juin 2010 est très différent de celui dans lequel s'est tenu le 34^e Congrès en décembre 2008.

Le monde est secoué par une crise d'une ampleur et d'une profondeur inédites – la crise du capitalisme mondialisé. Les peuples en sont les victimes. Et c'est à eux que les marchés financiers exigent que les gouvernements « présentent la note », sous forme de nouvelles cures d'austérité, de nouveaux reculs sociaux.

C'est vrai en France comme partout en Europe, dans des conditions nouvelles après les élections régionales marquées par une large victoire de la gauche. Des millions d'hommes et de femmes sont angoissés devant les conséquences de la crise et l'austérité renforcée annoncée par le gouvernement. Ils aspirent à ce que se rassemblent les forces sociales et politiques qui peuvent s'y opposer et ouvrir d'autres perspectives.

C'est dans ce contexte inédit que les communistes français sont amenés à se poser la question de ce qu'ils doivent faire pour être le plus efficacement utiles au pays et à son peuple. Pour contribuer à inventer avec ces millions d'hommes et de femmes le rassemblement, l'union nouvelle répondant à leurs attentes. C'est à partir de ces réalités internationales et nationales en mouvement que sont posées concrètement les questions de l'engagement communiste, des conditions de la transformation sociale, du communisme, du parti communiste. Trop longtemps repoussé sous la pression des échéances électorales successives, le débat de fond autour de ces questions devient de plus en plus nécessaire et urgent.

Dans ces conditions, le congrès de juin 2010 ne peut être réduit à la simple évaluation de la mise en œuvre des orientations fixées fin 2008, ou à leur « mise à jour » comme le propose la direction du PCF. Et l'on ne peut attendre le congrès « ordinaire » de juin 2011 – qui sera dominé par la perspective de l'élection présidentielle – pour engager le débat de fond sur les réalités nouvelles et les réponses qu'elles appellent.

Ni congrès « ordinaire » ni « congrès d'attente », le congrès de juin 2010 – sans enjeu électoral immédiat – doit être, si les militantes et militants communistes le veulent, **un congrès extraordinaire, consacré à lancer et organiser le débat avec toutes et tous sur les questions de fond, en vue de décisions à prendre, tous ensemble et en toute connaissance de cause, au congrès ordinaire de juin 2011. Telle est la proposition que veut exposer cette contribution.**

Nous ne partageons pas toutes et tous les mêmes analyses. Nous sommes à l'image de la diversité qui constitue la réalité du Parti Communiste Français aujourd'hui. Pourtant, quelles qu'aient été nos positions ces dernières années, nous partageons les interrogations, les inquiétudes de très nombreux communistes sur le devenir de leur parti. Quelle qu'ait été notre appréciation de la stratégie « front de gauche » nous partageons la conviction qu'il n'est d'autre issue à la crise qui traverse notre parti que de mettre à plat les questions qui se posent.

Dans cet esprit, cette contribution avance un cadre ouvert de questions et de propositions, dans une démarche différente de celle de la plate-forme soumise aux communistes par la direction du parti. Nous souhaitons qu'elle soit, elle aussi, soumise à la discussion de l'ensemble des adhérentes et adhérents.

Crise, mouvement social, régionales : depuis le 34^e Congrès une situation nouvelle.

Il y a d'abord la crise. Crise la plus grave depuis la "grande dépression" de 1929, elle connaît chaque jour des développements dramatiques. Elle met en cause le capitalisme, ses mécanismes fondamentaux, et met à nu et aggrave ses contradictions. Crise financière et économique, c'est aussi la crise des politiques et de l'idéologie libérales qui ont dominé le monde ces dernières décennies.

Cette crise prend des dimensions sociales et politiques sans précédent, particulièrement en Europe. Après l'effondrement de la Grèce, c'est l'ensemble de l'Union européenne qui est déstabilisée. Le projet européen lui-même est mis en cause, alors que les gouvernements ne voient d'issue que par la fuite en avant dans la soumission aux marchés financiers.

On est entré dans un moment nouveau de l'affrontement de classe à l'échelle mondiale. La crise actuelle révèle une crise profonde – systémique – du capitalisme. Des millions de femmes et d'hommes sont conduits, pour la première fois dans de telles dimensions, à s'interroger, à partir de leur vécu, sur la nécessité et la possibilité d'un "après-capitalisme". Les forces dominantes sont confrontées à la contradiction majeure d'un nécessaire dépassement du capitalisme « actuel » pour pouvoir sauver LE capitalisme.

En face, sous des formes très diverses et souvent inédites, le débat est engagé sur les voies de l'alternative. Partout gagne l'idée que ce n'est pas aux peuples de payer une crise dont ils ne sont pas les responsables mais les victimes. Partout gagne l'idée qu'ils n'ont pas à accepter comme seule issue pour sauver le système des cures d'austérité d'une brutalité insupportable.

Il y a là pour un parti communiste, dans l'analyse et la prise en compte de ces réalités, des questions essentielles concernant tout à la fois sa raison d'être, son utilité, sa stratégie de rassemblement.

Le paysage politique français en ce printemps 2010 n'est plus celui de décembre 2008. C'est sans doute une des conséquences politiques et idéologiques de l'effondrement des dogmes libéraux.

A droite, le résultat des élections régionales a donné la mesure des difficultés auxquelles Sarkozy et son camp sont confrontés pour faire accepter de nouveaux sacrifices, faire payer la crise aux salariés et aux familles, et l'utiliser afin de pousser les feux du remodelage de la société française. Et on ne peut qu'être alerté par le résultat du Front national alors qu'en Europe se confirme une dangereuse poussée populiste.

A gauche, la social-démocratie, en France comme en Europe, est également confrontée à ce retournement de situation. Aux yeux de ses électeurs comme de ses adhérents victimes de la crise, le social-libéralisme comme soumission "réaliste" aux "contraintes" de la mondialisation et du marché capitaliste se trouve « délégitimé ». Notamment dans des couches qui pensaient naguère pouvoir tirer profit des politiques libérales et ont dû déchanter. La social-démocratie en a payé le prix fort avec le décrochage de l'électorat populaire. Ainsi le Parti socialiste - comme d'autres partis sociaux-démocrates en Europe - est placé devant un choix vital : poursuivre dans la voie du social-libéralisme, ou rompre avec lui et se positionner comme porteur d'une alternative « à gauche ».

N'y a-t-il pas là des réalités qui dans leur nouveauté appellent confrontation sérieuse d'analyses et de propositions pour définir les stratégies de rassemblement les plus pertinentes et les plus efficaces ?

"Approfondir le Front de gauche" ? C'est dans ce contexte qu'ont eu lieu les élections régionales. Un nouveau paysage politique se dessine. Avec une droite sévèrement sanctionnée, et secouée par ses divisions et ses rivalités. Et une gauche victorieuse comme elle ne l'avait plus été depuis longtemps - avec un parti socialiste qui remporte un succès indéniable sur un positionnement à gauche qu'il veut conforter avec son projet dans la perspective de 2012. N'y a-t-il pas une nouvelle donne à gauche, avec l'influence et le rôle nouveau d'Europe Écologie ?

Quant au résultat du Front de gauche, il mérite une analyse sérieuse, plus approfondie et contradictoire que celle avancée aujourd'hui. Quel bilan d'un Front dont l'ambition était d'ouvrir une dynamique populaire et de bouleverser la donne à gauche ? Quel bilan pour le PCF lui-même, son influence, ses élus ? Il faut aussi entendre l'expérience des communistes dans des régions où ils ont été présents sur les listes d'union avec le PS au premier tour.

L'analyse présentée dans la plate-forme de la direction du Parti constate « l'installation » du Front de gauche dans le paysage politique comme « troisième force politique à gauche ». En revendiquant contradictoirement l'ancrage dans une gauche de la gauche en conflit avec cette gauche dont il dit être la troisième composante.

Poursuivre et approfondir cette démarche ne conduit-il pas à consacrer cette recomposition de la gauche autour d'un nouvel axe PS-Europe écologie ? Avec quelles conséquences pour le PCF lui-même comme force politique ? Comment le PCF se situe-t-il dans le nouveau paysage politique ? Et comment est-il perçu – comment sera-t-il perçu dans les années à venir ? Composante de « la gauche » dans de nombreux conseils municipaux, conseils généraux et conseils régionaux, quel positionnement cohérent au niveau national pour répondre aux aspirations unitaires qui grandissent ?

Le PCF n'a-t-il comme alternative que le retour aux conceptions anciennes de l'union avec le PS, l'isolement, ou bien l'enfermement « à la gauche de la gauche » ? Il ne s'agit pas de se réfugier dans un repli sans issue, ni de récuser toute alliance avec d'autres forces. Aujourd'hui, en ce moment, c'est de la conception même du Front de gauche dans les conditions d'aujourd'hui, bien différentes de celles dans lesquelles il a été créé, qu'il faut débattre. Nous proposons de travailler dans ces conditions nouvelles pour trouver des réponses nouvelles à la question : des alliances pour quoi faire, pour quels objectifs ?

De nouvelles voies pour l'union.

L'aspiration populaire à voir les forces de gauche se rassembler pour permettre de vrais changements grandit. Dans le même temps les communistes français s'interrogent. Certains en viennent à redouter de nouvelles expériences d'union à gauche. C'est d'autant plus compréhensible qu'on n'a pas mené avec eux le débat pour tirer ensemble les enseignements des échecs et des expériences passés, et pour prendre la mesure de réalités inédites appelant créativité et innovation.

C'est dans le combat pour rassembler à gauche pour le progrès social, la paix, la liberté que le PCF s'est autrefois construit comme une grande force populaire et nationale. Pourtant, à la différence de leurs aînés qui ont longtemps gardé le souvenir des conquêtes du Front Populaire et de la Libération, les communistes d'aujourd'hui ont vécu des déceptions douloureuses. Déceptions populaires conduisant à des défaites électorales n'épargnant personne à gauche. Déceptions "communistes" après des périodes d'union se soldant par de nouveaux revers, de nouveaux affaiblissements de leur parti. Et la difficulté à faire "décoller" une dynamique populaire autour du Front de gauche comme les résultats électoraux qui se traduisent encore par des reculs et des pertes d'élus communistes posent de nouveaux problèmes.

Un double risque se profile.

Le risque d'une fuite en avant dans des conceptions posant comme une évidence l'impossibilité d'une évolution "à gauche" du PS, et la nécessité qui en découlerait pour rendre l'union possible, que devienne dominante une force nouvelle "réellement" à gauche, dont le PCF serait une composante. Cette conception conduit à son effacement au moment où s'affirme pourtant dans la gauche, dans le pays, le besoin d'un poids et d'une influence communistes plus grands. Le risque du repli sectaire renvoyant "tous les autres" dos-à-dos, en attendant de pouvoir, face à l'échec du libéralisme et à celui de la social-démocratie, faire la démonstration de la supériorité du projet communiste.

Nous comprenons les hommes et les femmes communistes qui se posent ces questions. Beaucoup de ce que disent les uns et les autres est à prendre en considération. Nous qui signons ce texte n'avons pas apporté hier et n'apportons pas forcément aujourd'hui les mêmes réponses. Mais nous souhaitons créer les conditions pour demain y parvenir. Parce que nous sommes des communistes, et ce qui nous lie est bien plus important que ce qui peut à tel ou tel moment nous diviser.

Partir de la réalité, des réalités nouvelles.

Alors, nous voulons en débattre. A partir des expériences vécues, et de ce qu'on aurait pu et dû faire autrement. Mais aussi et surtout à partir des réalités nouvelles. En prenant en compte un élément décisif et pourtant trop souvent absent de nos débats d'hier comme de ceux d'aujourd'hui : "le peuple de gauche" ne peut et ne doit être considéré comme simple "spectateur" des rapports de forces entre les partis et leurs états-majors, voire comme "client" de leurs "offres politiques".

Si le Parti socialiste affirme vouloir se réorienter à gauche c'est parce que son électorat a sanctionné sa dérive social-libérale de 2002 à 2009 et l'a encouragé à "virer à gauche" en 2010. Si nous, communistes, sommes amenés à nous interroger sur la stratégie "Front de gauche" c'est parce que la dynamique populaire qu'elle devait enclencher n'est pas au rendez-vous, et que la victoire de la gauche aux régionales s'accompagne de nouveaux reculs communistes. Nous proposons de mettre cette question au centre de la réflexion et du débat, à partir du congrès de juin 2010 jusqu'à celui de juin 2011.

L'union comme levier de l'intervention populaire

Cette question, c'est celle du mouvement populaire - mouvement des idées, luttes et élaborations de solutions qu'elles engendrent - celle de l'intervention populaire "dans la politique". N'est-ce pas autour de cette question que s'est forgée la conception des partis politiques - notamment des partis de gauche ? N'est-ce pas parce qu'ils s'en sont considérablement éloignés qu'ils sont aujourd'hui en crise et confrontés à un abstentionnisme populaire massif ? L'un des mérites historiques du Parti communiste français a été de promouvoir "l'entrée en politique" de la classe ouvrière et des milieux populaires. L'une de ses principales faiblesses aujourd'hui n'est-elle pas son incapacité à jouer ce rôle dans les conditions de notre temps ?

Que cherchons-nous, les uns et les autres, au-delà de nos différences ou nos divergences, sinon une nouvelle conception de l'union, du rassemblement, qui en ferait **un levier pour l'intervention populaire ?**

Pour cela, partons des réalités sociales, politiques, populaires. Partons de ce que la crise génère comme exigences et besoin de "radicalité" et de rassemblement. **Quelle appréciation portons-nous sur le mouvement social, sur les revendications et les élaborations de solutions qu'il porte, qui contestent par bien des dimensions la domination de l'argent, du capital sur tous les aspects de la vie ?** Quelles potentialités ?

Sur quelles réponses concrètes efficaces peut-on se rassembler à gauche ? Avec quelles propositions visant à rendre possible ce qui est considéré majoritairement comme souhaitable – n'est-ce pas cela la fonction première et la noblesse de la politique ? Certes, chaque parti a sa visée, son projet de société, qui fonde son identité. Mais comment imaginer qu'un parti de gauche pourrait contredire son projet de société en proposant de réaliser au gouvernement les transformations que le mouvement populaire a jugé nécessaires pour faire aboutir ses revendications et ses luttes ? Nous, communistes français, le savons d'expérience : nous avons dû, notamment après le mouvement populaire de 1968, revoir bien des choses dans notre projet de société !

Le rapport entre politique et mouvement social posé en termes nouveaux.

N'est-ce pas la question du rapport entre mouvement social et politique qui se trouve posée en des termes nouveaux ? Et dans ce rapport l'articulation entre le mouvement populaire et les alliances politiques à gauche, les rassemblements capables de faire reculer les forces dominantes et d'imposer d'autres choix.

On ne peut pas attendre pour ouvrir le débat sur cette question essentielle. C'est maintenant que les questions sont posées. Déjà bien des femmes et des hommes y réfléchissent, des syndicalistes, des militants associatifs, des chercheurs, des collectifs y travaillent à leur manière. Pourquoi attendre pour mettre à l'épreuve, dans la vie et les luttes réelles, une conception renouvelée du rapport entre politique et mouvement social ? Les urgences de la crise permettent et appellent des formes inédites de rassemblement. Non pas à partir de compromis de sommet, coupés des réalités populaires, mais à partir des attentes et des exigences qui s'expriment dans les mouvements qui mobilisent et traversent la société. **Une telle question mérite d'être au cœur des débats des communistes.**

Quel parti pour quel communisme ?

Poser la question des relations entre mouvement social, luttes populaires et action politique, c'est engager le débat sur les conditions de la transformation sociale dans le monde et la société d'aujourd'hui. Le débat sur l'utilité d'un parti communiste capable d'initiatives rassembleuses pour apporter des réponses concrètes face à la crise. Des réponses inscrites dans un mouvement d'émancipation humaine, au moment où tant de gens sont confrontés à la crise et s'interrogent sur la possibilité "d'autre chose".

C'est la question du communisme, de ce que nous entendons par communisme, qui se trouve de fait posée. On ne peut réduire a priori le débat sur la transformation du PCF à des questions d'organisation, aussi importantes soient-elles. Surtout si elles conduisent à un retour vers des formules « centralisatrices », voire « disciplinaires » comme certains l'exigent. Ce sont les questions sur le sens de leur engagement, sur les moyens de redresser leur parti, de ce qu'il faut changer pour qu'il soit utile au pays et à son peuple, que se posent les communistes, souvent avec angoisse. Les réponses sont diverses. Raison de plus pour les confronter. Pour en faire l'affaire de tous les adhérents, et au-delà de celles et ceux qui se posent les mêmes questions, pour avancer et construire ensemble les réponses.

Un Congrès qui crée les conditions du débat pour construire ensemble.

Sous prétexte qu'il ne s'agirait que d'une « étape », le congrès ne peut limiter la discussion à une validation sans véritable discussion de ce qui a été engagé. Limité à "l'approfondissement" de la stratégie du Front de gauche, alors qu'il s'agit d'en débattre au regard de l'expérience et des questions posées par la situation politique nouvelle : que va-t-il se passer dans le pays, et en Europe, dans les mois à venir ? Que va-t-il se passer avec le mouvement social, quelles dynamiques dans les luttes populaires ? Comment anticiper les développements à gauche ? Quelles évolutions du PS ? Quelles conséquences de son partenariat privilégié avec les écologistes ?

Nous avons besoin d'un Congrès qui prenne en compte la nouveauté de la situation, les questions et les inquiétudes des communistes, leur besoin de réfléchir ensemble, de confronter leurs idées. Un congrès qui crée les conditions d'un débat sincère et large, sérieux et serein, permettant à toutes et tous de s'exprimer, en faisant circuler l'information, les idées et les propositions. **Pas un débat qui divise en demandant de se positionner en pour ou en contre envers une proposition de direction, mais un débat qui rassemble parce qu'il permet à toutes et à tous de participer à la construction commune.**

Quant au changement de secrétaire national, qu'est-ce qui oblige aujourd'hui à précipiter le mouvement ? Le lien entre le choix d'une orientation, celui d'une équipe et la mise en place du premier dirigeant est un acquis des communistes dans la vie démocratique de leur parti. **En juin 2011, les adhérents du PCF auront à décider souverainement, et dans le respect des statuts du parti, des orientations et de la direction collective la mieux à même de les mettre en œuvre.**

Pour un congrès utile et qui rassemble

Nous avons décidé de rester au PCF. Nous croyons à la nécessité d'un parti communiste, même si nous pouvons avoir des vues différentes sur la nature et l'ampleur des transformations à opérer. « Le parti », ce n'est pas seule-

ment sa direction, ses instances. Nous entendons et nous partageons bien des critiques qui leur sont adressé. Notre parti c'est pour nous d'abord des dizaines de milliers d'hommes et de femmes communistes. Nous ne partageons pas du tout l'affirmation selon laquelle « il n'y aurait plus rien à faire de l'intérieur du parti », c'est à dire plus rien à faire avec elles et eux ! Alors, avec elles et eux, nous restons.

Les communistes ont droit à un congrès utile. Nous entendons y travailler. Pour cela nous proposons une autre conception que celle avancée par la direction du parti. Une conception ouverte, à partir des réalités de la crise et du mouvement social. Ce congrès peut être réellement utile s'il décide d'ouvrir le débat sur les questions que se posent les communistes sur le sens de leur engagement dans les conditions du monde présent. Pas un débat "hors-sol", mais un débat bien ancré dans les réalités de la France, et du monde d'aujourd'hui. Un débat qui permette de rassembler, de mettre en commun les intelligences et les expériences de chacun. Un débat qui redonne confiance parce que chacun se sentira respecté et écouté.

Mai 2010

Signataires : ABGRALL Guy (29), ARBEY Claude (90), ARBEY Pierre (90), BALME Alain (30), BANEUX Aline (86), BARBETTE Guy (30), BERNARD Gilbert (17), Berrus Marc (30), BLANCHIER Gérard (17), Blotin Pierre (30), BONNEAU Pascal (24), Borgnard Serge (35), BOUFFET Patrick (17), BOUSSINOT Annette (47), BRAY Michèle (95), CANTELOUBE Marie-Laure (95), CARIN Claudine (14), Carles Daniel (30), CARMOUSE Michelle (17), CERUTI Michel (47), CHAMPARNEAU Gilbert (17), CHAPUT Bruno (39), Chaulet Jean (30), CIRERA Daniel (93), COHEN Denis (93), Collet Andrée (35), Collet Michel (35), CONGUISTI Michel (71), CONGUISTI Michèle (71), CUKIERMAN Henri (95), DAVID Céline (17), DAYET Eliane (17), DELANZY Maryse (47), DELPLANQUE Claude (24), DESVALOIS Jean-Yves (24), DEVILLE Cyril (42), DUPUY Nathalie (17), DURAND Anne-Marie (42), DURAND Daniel (42), DUVOT Denis (76), EL FELHAI Fatima (17), EUGENE DIT RAVET Yves (17), FARRE Jacques (47), Forest Marc (35), FORISSIER Nathalie (42), FOUR Florence (95), FRANÇOIS Jean-Claude (47), FRISONI Yves (55), GARNIER Lolita (17), GAY Nicole (69), GAY Roger (69), GOBERT Marie-Jeanne (14), GOUTMANN Serge (77), GRENIER Michelle (17), GRUNER Michèle (88), GUEDON Patrick (17), GUEGUEN Laurent (95), GUIARD Jacques (17), HATZIG Patrick (54), HEBERT Dominique (17), HOLENKA Patrick (95), ICHMOUKAMETOFF Gérard (14), JACQUET Roland (69), Jan Jacqueline (35), JEHANNO Daniel (95), JLALJI Brahim (17), JOLY Jean-Christophe (14), JUTEL Christian (27), LAMOUR Marie-Claire (93), Lamouroux Claude (30), LANGLAIS Jean-Marc (17), LATERRADE Francine (95), Latreille André (35), LAULOM Jacques (17), LE LANN Eric (92), Le Trionnaire Carol (35), LEDUC Romaric (29), LESER Christiane (95), LESER Jacques (95), Lespagnol Geneviève (35), LEVRAT Viviane (42), LINOSSIER Daniel (42), LUCMARIE Gilles (47), Lunel Wilfrid (35), MAGNON Jean-Paul (75), MAGNON Nadège (92), MAIRAL Jean-Claude (03), MALEPLATE Isabelle (17), MARTIN Denis (71), MARTIN Marie-Claude (71), MARTIN Monique (35), MARTINET Jean (95), MASO Michel (95), MATIFAS Daniel (17), MAURICE Patrick (17), MEFFERTE Françoise (93), MEMAIN Esther (17), MEMAIN Jean-François (17), MESTE Yvon (29), Molle Jacques (30), MOQUAY Marie-France (17), MOTHE Alain (95), Nedelec Michel (35), Nieto Didier (30), OUGIER-BOSCHUNG Charlotte (94), Pafundi Denise (30), PLASSARD Hervé (95), PLASSARD Magali (95), POLIDOR Didier (76), Pondemer Claude (35), POURRE Fabienne (94), PRADAL Jean-Michel (37), PROVOST Michel (17), PRUVOST Georges (42), QUINET Eric (01), QUINTAA René (47), RAMBAUD Guy (17), RENARD André (17), RENAUDET René (17), REY Paulette (17), RINALDI Simone (17), ROCHE Claude (42), Rodi Michel (30), Rubio Marcel (30), Ruiz Julien (33), SAINT-LARY Alain (93), SALLAFRANQUE Patrice (17), SALLE Christine (95), SCIQUOT Danièle (39), SEGUIN Pascale (30), SICAUD Danielle (39), STARASELSKI Valère (93), SUBLARD Gilette (17), TECH Michel (54), TIERCELIN Maryse (35), TOUMAZET Frédéric (95), TOUMAZET Marianne (95), TOUMAZET Michel (95), TOUSSAIN Bernard (17), TOUVRON Thierry (17), TRESSOS Francis (47), ZEEKAFF Jeannine (17)

ACTUALITÉ – Lettre aux organisations du Front de gauche

Lettre de Marie-George Buffet et Pierre Laurent adressée à nos deux partenaires du Front de gauche

Paris, le 12 mai 2010

Chers camarades,

Comme nous l'avons affirmé les uns et les autres depuis les élections régionales, une réunion nationale du Front de gauche est nécessaire. L'accélération de la crise la rend indispensable. Afin de permettre sa préparation dans

les meilleures conditions, nous tenons à vous préciser dans quel esprit nous la concevons, et à vous soumettre pour ce faire quelques pistes de travail qu'il nous semblerait utile d'approfondir et de concrétiser.

L'amplification de la crise, les décisions extrêmement inquiétantes arrêtées par le gouvernement français et les dirigeants européens, leurs conséquences sur la vie des salariés et de leurs familles élèvent nos responsabilités. La construction de ripostes et d'une alternative politique à la hauteur sont indispensables. Elles nous invitent à faire entrer notre démarche dans une étape tout à fait nouvelle.

Nous sommes engagés sur les retraites ou dans la solidarité avec la Grèce dans des actions unitaires. Nos organisations prennent leurs propres initiatives. Nous pouvons et nous devons aller beaucoup plus loin avec la démarche du Front de gauche. Nous pensons, comme vous le savez, qu'il nous faut tout à la fois apprécier les résultats déjà engrangés par notre rassemblement comme un acquis précieux et prometteur; évaluer sur ces bases ses avancées et ses limites; et surtout faire maintenant entrer la démarche du Front de gauche dans une phase d'une autre dimension, à la mesure de la crise actuelle et des échéances politiques qui nous mènent à 2012.

Il existe beaucoup de commun entre nous, et aussi des débats importants, que nous ne pourrions éluder si nous voulons réussir de nouvelles étapes ensemble.

C'est pourquoi il nous paraît nécessaire de prendre des décisions de travail dans quatre directions:

1) Prendre des initiatives importantes de riposte face à la nouvelle offensive des dirigeants capitalistes en Europe pour faire payer la crise aux peuples européens.

Le plan adopté à Bruxelles le 9 mai dernier est tout à la fois un aveu de faillite de la construction européenne actuelle, un constat d'échec des réponses apportées à la crise depuis 2008, une fuite en avant devant les exigences des marchés

financiers. En France, à la réforme des retraites, à la RGPP et à tout le reste, s'ajoutent désormais un drastique plan d'attaques contre les dépenses publiques. Nous avons des initiatives à prendre ensemble pour amplifier les ripostes engagées et favoriser le rassemblement le plus large possible autour de solutions anti-crise alternatives.

2) ouvrir de nouveaux espaces de développement du Front de gauche. Notre démarche s'est installée dans le paysage politique. Notre ambition doit être de mettre le cadre ainsi initié au service des ripostes, du rassemblement, du besoin d'alternative politique qu'exige la situation. Vous le savez, nous ne concevons pas le Front de gauche comme la préfiguration d'un parti unique, ni comme un cartel fermé, mais comme un cadre unitaire de rassemblement ouvert, que les trois formations qui l'ont initié, le PCF, le PG et la GU, doivent impulser avec la volonté d'en faire une démarche de rassemblement populaire beaucoup plus large. Nos formations gardant pour cela leur autonomie d'action et de décision. De fait, ce cadre a été surtout pour le moment électoral. Nous visons autre chose. Nous voulons un front social, populaire et intellectuel, capable de construire et de porter dans la durée les objectifs d'un projet politique pour une alternative à gauche.

Comment créer les espaces d'engagement, et de quel type, des acteurs des mouvements sociaux, citoyens et intellectuels dans le Front de gauche, de ces femmes et hommes de gauche sensibles à notre démarche ? Pour y faire quoi ensemble? Comment permettre aux milieux populaires de s'approprier cette démarche? Nous sommes décidés à pousser ces débats que la proposition d'adhésions directes ne nous paraît pas résoudre correctement. Pourquoi pas une grande campagne de rencontres publiques locales avec toutes ces personnes pour élaborer avec elles les formes d'engagement ou de dialogue les plus appropriées? Pourquoi pas de la même manière des initiatives de dialogue ciblées avec des syndicalistes, des intellectuels prêts à s'engager en tant que tels dans notre construction? De tout cela, nous sommes prêts à discuter.

Plus globalement, c'est vraiment une nouvelle phase que nous devons ouvrir.

3) Construire un projet politique capable d'ouvrir une perspective alternative en vue des échéances de 2012. Plusieurs questions doivent être à nos yeux discutées.

Face aux enjeux de la crise, il s'agit d'abord de préciser le projet politique qu'il serait nécessaire de porter dans ces échéances. Un projet, c'est d'abord le sens des réponses qu'il convient d'apporter à l'énorme crise actuelle, et du contrat politique que nous voulons discuter avec le pays, les grandes réformes de ruptures qu'il conviendrait que la gauche mette en oeuvre si elle venait au pouvoir. Un projet c'est aussi le chemin pour mettre en oeuvre ces réformes. Inscrivons-nous notre combat dans la préparation d'une majorité politique alternative? Avec qui ? Quelles conditions nous paraissent devoir être réunies pour cela?

Ce chantier nécessite des débats entre nous et un grand débat public national, donc d'importantes initiatives, qui puissent impliquer toutes celles et ceux qui dans la société, bien au delà de ceux qui se reconnaissent aujourd'hui dans le Front de gauche, veulent d'un tel projet. Comment construire un tel projet dès l'automne 2010 avec le

maximum de forces sociales, politiques, intellectuelles? Nous avons les uns et les autres des idées sur ce point. Quelle méthode de travail adoptons-nous?

Il nous faut en même temps engager la discussion sur les échéances électorales présidentielle et législatives. Si nous abordons ces échéances avec des ambitions pour une nouvelle majorité politique, nous devons orienter en conséquence notre campagne présidentielle, au contraire des excès de personnalisation induits par l'hyper-présidentialisme et revaloriser l'enjeu législatif. Là encore, ce n'est pas en tête-à-tête que nous résoudrons le problème, mais dans un large débat militant et populaire, en permettant une appropriation maximum de ces enjeux. A quelles conditions sommes-nous capables de faire réussir une telle démarche? Nous devons en discuter.

Concernant la candidature à l'élection présidentielle, il faut examiner à quelles conditions et avec quels objectifs il serait possible d'envisager une candidature de rassemblement capable de porter un projet partagé. Cela nécessite entre autres de surmonter les obstacles inhérents à la personnalisation de ce scrutin. En ce sens, nous considérons effectivement que la désignation d'une candidature ne peut être envisagée qu'en s'appuyant sur un processus de projet partagé et non le précéder. Là encore, ce ne peut donc être l'affaire de quelques uns. Cela suppose aussi d'admettre que cette candidature peut être tout aussi bien issue de chacune des formations du Front de gauche, comme être une personnalité qui partagerait les objectifs du rassemblement réalisé. Débattons et précisons tout cela en en vérifiant la réelle faisabilité.

Concernant les législatives, l'objectif partagé pourrait être la réélection des députés communistes et du Parti de gauche sortants, ainsi que la conquête de députés supplémentaires issus des nos formations respectives ou portant notre démarche commune. Compte tenu des rapports de forces réels, cela doit se construire à partir de circonscriptions et de personnalités précises, et non d'en haut en se distribuant des postes purement hypothétiques.

4) les élections cantonales de mars 2011. Elles seront une étape spécifique, marquées par la bataille sur le devenir des collectivités territoriales, Il faudra tenir sortants, des nouveaux rapports de force en construction, notamment à gauche, que nous espérons marquer de notre empreinte. Avec l'ambition nationale de réélire les sortants issus de nos formations, et de conquérir de nouvelles positions et une influence nationale renforcée par rapport à 2004 et aux échéances européennes et régionales récentes, les situations doivent être examinées département par département. Ce travail doit démarrer dès maintenant.

Voilà , chers camarades, quatre questions qu'il nous paraîtrait important de discuter lors de notre rencontre.

Bien fraternellement.

Marie George Buffet

Secrétaire nationale

Pierre Laurent

Coordinateur national

COMMUNICATION

Bulletins

Cette semaine, le numéro de mai de Globule Rouge

A télécharger

Globule Rouge : http://www.pcf.fr/IMG/pdf/GR_mai_10.pdf



Communiqués de presse

■ [Déficits publics : « la stratégie du choc » de Nicolas Sarkozy](#)

■ [Nicole Borvo Cohen-Seat - Halde : une décision grave et inquiétante pour l'avenir des libertés](#)

■ [Marie-George Buffet - Voile intégral : la droite n'a que faire du droit des femmes](#)

■ [2 logements de fonction dont bénéficie Christian Estrosi - 55 m² : Un lit dans un bureau...](#)

■ [Marie-George Buffet : La gauche à besoin d'idées neuves et des réponses audacieuses pour l'avenir des retraites](#)

■ [Retraites : le gouvernement prolonge son opération de dissimulation](#)

■ [« Les Ultra-libéraux ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît ! »](#)

Aide à la communication

Pour un crédit public utile

La création, enfin, d'un fonds d'entraide et de solidarité européenne que nous avons souhaitée, marque un tournant important dans l'histoire de la construction européenne. Elle vient tard, malheureusement. Ce qui prouve que le traité de Lisbonne ne rend pas les institutions européennes plus efficaces. D'autre part, la création d'un tel fonds n'a été possible qu'en contournant les traités de Lisbonne et de Maastricht. Tant mieux ! Si cet outil servait réellement à racheter des dettes insupportables des États et d'autres institutions publiques et à créer des conditions de leur refinancement à très bas taux d'intérêt en lien avec la Banque centrale européenne, ce serait utile. Malheureusement, Mme Merkel, M. Sarkozy, Olli Rehn, le commissaire européen, et Obama répondent en chœur qu'il s'agit de « mesures énergiques pour redonner confiance aux marchés ».

La question de l'utilisation et de l'orientation de ce fonds doit donc maintenant faire l'objet de la mobilisation des populations pour qu'il soit orienté vers des objectifs sociaux, de sécurisation du travail et de développement humain durable, et non pas pour rassurer les pieuvres du capitalisme international. D'autre part, on ne peut accepter que l'activation de ce fonds au service d'un pays soit conditionnée à la mise en place de plans de supraustérité. C'est ce qui est proposé avec le renforcement du pacte dit de stabilité, qui est un corset étouffant pour les dépenses sociales et publiques utiles. Pire ! Il est envisagé désormais de priver certains États de leur droit de vote au sein du Conseil et dans d'autres institutions s'ils n'appliquent pas cette régression sociale. Refusons cet encasernement des peuples européens sous la dictée des marchés financiers. Cela aggraverait encore les injustices et les inégalités. Refusons à la fois le krach financier comme le chaos social ! Cela serait inefficace car il n'y a pas d'Union européenne possible sans progrès social, sans relance du pouvoir d'achat, sans soutien à des investissements utiles et écologiquement soutenables. Il convient au contraire de reconnaître clairement et nettement que les traités européens sont devenus inefficients et caducs.

Dans le même temps, les peuples, les Parlements, les collectivités locales, les organisations syndicales et sociales, les associations altermondialistes devraient pouvoir reprendre la main et agir en faveur d'une grande initiative politique européenne pour élaborer un nouveau traité pour une Europe sociale, solidaire, écologique et pacifique. La Banque centrale européenne doit devenir un instrument public, en lien avec le système des banques centrales nationales, pour impulser un crédit de type nouveau. Elle ne doit pas s'interdire de la création monétaire supplémentaire. Cela devrait d'ailleurs amener à réfléchir sur la nécessité de la nationalisation de tout ou partie du système bancaire pour un crédit public utile aux êtres humains contre les marchés financiers. Il n'y aura d'ailleurs pas d'Europe sociale, solidaire et écologique sans revenir à de grands systèmes de services publics pour la sécurité du travail comme pour la Sécurité sociale et la santé, la sécurité pour les retraités comme pour tous les biens communs humains.

Une nouvelle Europe est également conditionnée à la réduction des budgets militaires et à une fiscalité harmonisée sur le capital contre le principe meurtrier de « concurrence libre » et de « compétitivité » à outrance.

La bataille des retraites aura bien lieu : la gauche doit être présente

Un bras de fer s'annonce sur les retraites entre le gouvernement et le monde du travail.

L'inquiétude taraude la société, alors que les projets précis du gouvernement ne sont pas encore clairement exposés. Leur finalité est néanmoins connue : le report de l'âge donnant droit à une pension à taux plein, ce qui, chacun le déduit aisément, conduira à une détérioration générale des conditions de vie des retraités. Un grand nombre de salariés seront dans l'incapacité de quitter leur vie professionnelle en remplissant toutes les conditions exigées, autant d'obstacles à franchir dans un parcours du combattant jonché de points de décote.

Ce climat chargé d'incertitudes, quand on en est encore à un semblant de concertation, explique pour une large part que la mobilisation populaire n'a pas encore atteint son apogée. Elle en est au contraire à ses débuts. Il est urgent que se développe le débat public autour des propositions alternatives à l'offensive du gouvernement, notamment sur l'élargissement des sources de financement.

Il y sera question de civilisation, car les coups de bélier que la droite s'apprête à porter ébranleront la société à ce niveau. Indigence pour des millions de retraités, épuisement de salariés trop âgés. Ou la pérennité de notre système de retraite fondé sur la solidarité intergénérationnelle et consolidé par une contribution plus forte du capital, tel est l'enjeu de la bataille qui va être livrée au cours de ces prochains mois.

Dans cette bataille, la gauche est présente, même si toutes les questions ne sont pas encore clarifiées au Parti socialiste, au sein duquel des voix qui sont loin d'être marginales se prononcent pour le report de l'âge légal au-delà de 60 ans.

Les formations du Front de gauche comptent sur le renversement de l'opinion et des citoyens pour ériger un rempart contre la croisade antiretraite solidaire.

Pour une autre Europe

C'était la journée de l'Europe, début mai.

En 1950, Maurice Schumann lançait son appel pour la création de la Communauté franco-allemande du charbon et de l'acier. Depuis ce temps, combien de voix pour vanter ce généreux projet, vouer aux gémonies les sceptiques, fustiger les hérétiques refusant de tout sacrifier sur l'autel du grand marché et de se laisser convaincre par le dogme de la concurrence ? Bon anniversaire l'Europe et l'Hymne à la joie ! On s'aperçoit aujourd'hui qu'elle a plus construit de châteaux en Espagne que de solides demeures pour les peuples. Et ce sont maintenant les peuples qui doivent payer ces châteaux que sont les banques. C'est pour payer les banques que l'on prête à la Grèce à un taux de 5 % qui va, pour l'essentiel, profiter aux prêteurs. Il faut calmer les marchés, donc il faut se plier à ce qu'ils attendent.

Oh, quand il s'agit de brandir une fois de plus un sabre de bois, les déclarations ne manquent pas ! Méfiez-vous, méfiez-vous ! Et Nicolas Sarkozy annonce que les spéculateurs en seront « pour leurs frais ». Angela Merkel y est allée de son couplet : « Ceux qui sont à l'origine de ces excès sur les marchés devront rendre des comptes. » Et comme il faut une mouche du coche pour activer l'attelage, Michel Barnier, commissaire européen chargé des services financiers, menace : « Les sanctions seront de toute nature, y compris judiciaire, quand les preuves seront faites, et nous sommes prêts à augmenter ces sanctions contre tous ces mouvements spéculatifs anormaux. » Sur la scène de son théâtre, Guignol est plus crédible. Mais c'est aussi une diversion. La crise serait le fait de certains excès, de mouvements anormaux qu'il s'agirait de corriger.

La réalité, c'est que l'Europe a traité la Grèce comme les Anglais traitèrent les bourgeois de Calais. La réalité, c'est qu'elle a obtenu les clés de la terre grecque, pour les remettre aux marchés. La finance a été sauvée par l'endettement des États, mais elle attend maintenant que les États lui payent leurs dettes. Bon anniversaire l'Europe ! Mais ce qui est en passe de se mettre en place, c'est une gestion autoritaire de l'économie grecque avec une gouvernance par décrets. C'est une mise sous tutelle, depuis Bruxelles, des États les plus fragiles de la zone euro. C'est au total une économie dirigée depuis les centres de la finance, depuis les grandes places boursières. Il ne s'agit pas d'excès. C'est la réponse du capitalisme mondialisé à sa propre crise : la gestion de l'économie mondiale par le capitalisme lui-même.

C'est une phase nouvelle dans l'histoire. Les peuples sont sommés de se soumettre. En France, le plan de rigueur de François Fillon est une décision autoritaire et lourde de graves conséquences, prise au nom de l'urgence et jouant sur l'inquiétude réelle de l'opinion. C'est toujours au nom de l'urgence qu'on étouffe la démocratie, mais son gouvernement, comme le chef de l'État, n'a en aucune manière l'intention de remettre en cause les privilèges fiscaux des plus riches. Le peuple grec résiste. La puissante fédération des syndicats allemands, la DGB, rassemblant des millions de travailleurs, a publié une déclaration critique. C'est un fait considérable.

« Tout devait changer, rien ne change, écrivait samedi l'éditorialiste d'un quotidien, c'est désespérant. » Ce le sera, si les peuples, en Europe pour une autre Europe, dans le monde contre sa gestion par le capital, ne prennent pas les clés.

Crise grecque et austérité française : les marchés décident de tout

Le scénario grec a été choisi par le gouvernement pour tondre les Français.

Là, aucune menace de faillite. Pas de dettes vertigineuses. Pourtant, Fillon vient de décréter une hyperaustérité. Car, parlons franc : lorsque Matignon proclame le gel des budgets 2011, 2012 et même 2013 (après l'élection présidentielle), c'est une diminution des dépenses publiques qu'il annonce. Chaque mois, l'enveloppe sera rognée par l'inflation. Ce sont d'abord les dépenses sociales qui seront amputées. Et les suppressions de niches fiscales qui

sont programmées visent celles dont bénéficient les salariés. Pas ce fameux bouclier dont la droite a fait sa gloire et les grandes fortunes leur beurre.

Une fois de plus, il faut traduire la langue de bois ministérielle. Lorsque Luc Chatel prétend que tous les Français seront « touchés » par ces mesures, c'est façon de parler... Cette décision avait été préparée par la déclaration de Fillon qui prétendait qu'il fallait tout consacrer pour maintenir au niveau AAA, l'appréciation délivrée pour notre pays par les agences de notation. Bref, c'est aux marchés, « à la corbeille » comme le disait avec dédain le général de Gaulle, de déterminer la politique de la France. « L'État ne peut pas tout », avait dit funestement Lionel Jospin ; « les marchés décident de tout ! » proclame le Premier ministre. « On crut, à sa figure, que de son âne il était la monture », écrivait – prémonitoire – Saint-Just...

Pendant ce temps, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel donnent le change en critiquant les agences de notation et en prétendant vouloir « décourager la spéculation ». Mais, l'un comme l'autre viennent d'avouer le sens qu'ils donnent à l'Union européenne, celui d'une machine à faire des peuples la variable d'ajustement des marchés, ceux qui en financent les foucades et en paient les acrobaties.

L'occasion fait le larron. La crise grecque est saisie au bond par la droite française et le Medef pour infliger un tour de vis brutal au pays. Mais depuis des mois, il était concocté. Non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, coups portés aux services publics, augmentations dérisoires ou inexistantes des pensions et allocations... le plan de marche était dans les tiroirs. Mais le pouvoir hésitait. Le peuple est si frondeur et si méfiant à l'égard du monarque élyséen... Là, l'état-major UMP espère que les soubresauts de l'euro et les malheurs des Hellènes troubleront la vue et conduiront les citoyens à confondre la cause et les effets, les malfaiteurs et les victimes, pour se résoudre à cette amère potion. Il compte aussi que ceux qui se sont faits les apôtres de la machinerie libérale enclenchée par le traité de Maastricht et le traité de Lisbonne seront gênés aux entournures ou réduits au silence. Dominique Strauss-Kahn n'est-il pas, en tant que directeur du FMI, un des principaux acteurs de la saignée imposée aux Grecs ?

Tout irait à merveille pour la droite sarkozyste si cette satanée opinion publique n'introduisait pas de très sérieux facteurs d'incertitude dans ce calcul. Épisode après épisode, les Français n'ont plus confiance en Nicolas Sarkozy et, au fil de la crise, apparaissent plus clairement les méfaits du système.

L'allégresse des marchés financiers vaut-elle qu'on leur sacrifie nos retraites, nos salaires et nos écoles ?

Bulletin Idées

Sondages

« La crise grecque et ses soubresauts portugais et espagnols paniquent les Français. » Tel est le commentaire de Gaël Sliman, directeur de BVA-Opinion. Un sondage réalisé les 7 et 8 mai, au plus fort de la crise de l'euro, ceci expliquant sans doute cela : le moral des Français est retombé au plus bas depuis l'automne 2008, peu après la faillite de Lehman Brothers. La proportion « d'inquiets » a augmenté de 6 points d'un mois sur l'autre, une hausse d'une ampleur inconnue depuis la publication mensuelle de ce baromètre, au printemps 2008. Va-t-on assister à un redressement subit du moral des Français, avec le sursaut des dirigeants européens, ce week-end, qui a entraîné celui des marchés financiers ? « C'est peu probable », estime Gaël Sliman. Quand pourra-t-elle se redresser ? « Il faudrait que l'économie s'améliore structurellement, que la situation de l'emploi cesse de se dégrader. »

La crise européenne

Les commentaires dominant sur la politique économique commune. B. Guetta pense qu'on est entré dans l'anti-chambre de l'Europe politique, dans une dynamique fédérale pouvant, à terme, redonner force à l'utopie des États-Unis d'Europe. C'est ensemble qu'elles ont rallié leurs partenaires au principe d'un gouvernement économique de l'Europe que, longtemps, la France avait été pratiquement seule à défendre. Avec la création du fonds d'intervention, l'Union prend de plus en plus l'allure d'un État - d'un État de type fédéral bien sûr, mais d'un État unitaire qui se défend en bloc. Cette coordination n'étant pas durablement envisageable sans une harmonisation des politiques sociales et fiscales, c'est bien vers ce gouvernement économique commun dont le principe est entériné depuis l'année dernière que l'Union paraît, aujourd'hui, marcher. Ce moment vient prouver à nouveau que la « main invisible du marché » n'est qu'un rêve de libéraux. Le marché a besoin de règles que de moyennes puissances ne sont plus à même de leur imposer dans une économie mondialisée. Seuls le peuvent des États de taille continentale, celle qu'aurait l'Europe politique. Cette puissance publique européenne n'a jamais paru si près de s'affirmer mais elle peut, très vite, être tuée dans l'œuf par un refus massif des mesures d'austérité qu'impose l'endettement des États. Ces mesures ne peuvent être acceptées que si l'effort à consentir est justement réparti. Le rétablissement des

comptes publics est une nécessité mais il n'y a pas une rigueur mais plusieurs, celle qui n'est demandée qu'aux plus modestes et celle qui frappe, d'abord, ceux qu'elle fera le moins souffrir.

A-G. Slama estime pour sa part que le fonds qui vient d'être créé au dernier sommet européen pour tenter de sortir l'euro de l'ornière grecque constitue une avancée fédéraliste sans précédent. Il prévient cependant que l'Europe, avec ses langues multiples, ne sera jamais les États-Unis. La construction de l'Union européenne apparaît comme nécessaire quand on pose le problème dans les termes géopolitiques de l'équilibre des puissances. Mais le manque d'unité du continent s'impose avec non moins d'évidence quand on mesure les fossés culturels qui traversent ses peuples. Et c'est sur ce point précisément que le risque pris à Bruxelles apparaît dans toute son incertitude : peut-on espérer harmoniser les politiques économiques et financières, notamment les choix d'investissement qui viennent de creuser l'écart entre l'Allemagne et le reste de l'Union, et peut-on rééquilibrer les stratégies de croissance, quand on sait à quel point ces orientations dépendent des cultures et des mentalités ?

Le rôle du FMI et de la BCE. La presse relève que l'ensemble de la zone euro est désormais sous la tutelle du Fonds monétaire international. En pratique, chaque fois qu'un pays de l'Euroland devra faire appel à la solidarité de ses partenaires, le FMI apportera un complément financier de la moitié, selon le modèle expérimenté avec la Grèce. Et surtout il pilotera le programme d'« ajustement » élaboré conjointement avec l'Union européenne. C'est lui qui calibrera et surveillera les mesures d'austérité budgétaire comme celles qui ont été mises en place à Athènes. L'Europe est en passe de devenir le principal champ de manœuvre du pompier de la planète. L'Allemagne a ainsi obtenu gain de cause en plaçant le FMI au cœur du dispositif, avec pour mission d'en être le shérif. Wolfgang Schäuble, le ministre des Finances, avait fait venir au Bundestag le 28 avril Dominique Strauss-Kahn et Jean-Claude Trichet. Les deux Français, et les institutions qu'ils représentent, sont censés incarner la rigueur. Ironie du sort, les deux hommes doivent jouer à contre-emploi et ils risquent constamment l'un et l'autre d'écorner leur image. Dominique Strauss-Kahn, réagissant en vrai politique, voudrait apparaître moins draconien que ses équipes le sont sur le terrain. Jean-Claude Trichet, grand commis de l'Union européenne, souhaiterait ne pas s'écarter du mandat de rigueur monétaire qui lui a été confié mais que les circonstances l'obligent à enfreindre. La vie est mal faite. Reste que les deux hommes sont embarqués dans la même galère et en butte à la même contradiction, d'ajouter de la dette à la dette tout en prônant la rigueur.

Elle relève aussi l'entorse par l'Allemagne aux principes fondateurs à la création de la monnaie unique. L'Allemagne y a été contrainte. Angela Merkel est parvenue à faire adopter un texte autorisant la participation de Berlin au mégaplan européen de sauvegarde des finances publiques. L'aval des députés allemands du Bundestag est encore nécessaire mais il semble acquis à la chancellerie. L'examen par la Chambre basse du Parlement allemand devrait se prolonger jusqu'à la semaine prochaine. Les députés, y compris au sein de la majorité de Merkel, ont exprimé publiquement leur mauvaise humeur. Ainsi, les libéraux du FDP, partenaires de coalition de la CDU de Merkel, s'inquiètent de la perte d'indépendance de la Banque centrale européenne. Certains députés exigent des engagements en matière de régulation financière. Ils réclament une agence de notation européenne en échange de leur feu vert. Les analystes et les médias jugent que le sommet a infligé un rude coup aux principes allemands établis par Helmut Kohl lors de l'abandon du deutschemark. « Ce n'est pas ainsi que nous voulions l'union monétaire », prévient Christoph Schmidt, chef de l'institut RWI et conseiller économique du gouvernement. « Il se produit l'inverse de ce que nous entendions à l'époque. »

La politique de rigueur et la réforme des retraites

Sondage. Pour les Français, la rigueur est là. Ce sentiment est partagé par 64 % des personnes, selon un sondage OpinionWay/Le Figaro. Ce « sentiment » est partagé aussi bien par la gauche qui a voté Ségolène Royal (68%) que par le centre qui a voté François Bayrou (62 %) et par les électeurs du premier tour de Nicolas Sarkozy (62 %). « C'est un sentiment très répandu, assez consensuel dans l'opinion, et qui ne date pas des derniers événements », analyse Bruno Jeanbart. L'annonce par Sarkozy de la suppression de certaines mesures ciblées qui avaient été mises en place avec le plan de relance - dont une prime de 150 euros versée à trois millions de familles - n'est pas encore « LA » rigueur tant redoutée. Le sentiment de rigueur vécu par les Français est bien loin d'une véritable politique de rigueur. « Un vrai plan de rigueur ne se contente pas de comprimer les dépenses de l'État », prévient Thierry Saussez, chargé de la communication gouvernementale. « C'est réduire les dépenses, augmenter les impôts et les taux directeurs », insiste un ministre. La rigueur des docteurs Sarkozy et Fillon n'a rien à voir avec celle proposée par leur voisin José Luis Zapatero. « Que dirait-on en France si l'on baissait de 5% le salaire des fonctionnaires? », s'interroge ce ministre, perplexe.

Etienne Mougeotte récidive en portant au nu le plan de sauvetage de l'euro qui a comme contrepartie l'adoption, par tous les pays européens ayant accumulé des montagnes de dettes, de plans nationaux d'austérité. Il se félicite « On notera, pour leur adresser un coup de chapeau, que les socialistes Papandréou, Zapatero et Socrates ont jeté au fossé toutes les vieilles lunes idéologiques du socialisme européen pour venir au secours de leurs pays. Nous voilà

donc à notre tour, avec moins de pression, mais tout autant de nécessité, confrontés à l'urgence d'un plan drastique de rétablissement des finances publiques. Les Français, qui s'intéressent plus aux actes qu'aux mots, considèrent majoritairement qu'il s'agit d'une politique de rigueur. Et c'est tant mieux. Car il va falloir maintenant que le président et son gouvernement fassent trois choses difficiles en même temps. 1. – Mettre en place la rigueur sans engendrer la déflation ni casser l'investissement, ni retarder la sortie de crise. 2. – Maintenir le dialogue avec les partenaires sociaux pour éviter le blocage social. 3. – Faire en sorte que les sacrifices soient justement répartis sans tomber dans le refrain éculé du « faire payer les riches ». Cette donne économique totalement nouvelle aura naturellement sa transcription politique. »

Jacques Julliard dans le NouvelObs se veut pédagogue « Puisque, fort heureusement, nous ne disposons plus, comme en 1929, d'échappatoires imaginaires et apocalyptiques qui avaient nom fascisme à droite et communisme à gauche, il va falloir se résigner à soigner le dérèglement fou du capitalisme à l'intérieur même du système capitaliste. La question n'est donc déjà plus de savoir s'il faut ou non faire une politique d'austérité mais bien de concevoir à quelles conditions l'austérité ne débouchera pas sur une catastrophe majeure. Pour ma part, j'en vois trois.

1. Il faut impérativement que les restrictions annoncées épargnent l'investissement, c'est-à-dire le seul vrai moyen de sortir de la crise. Si la rigueur devait se traduire par un ralentissement de l'activité économique alors que nous avons besoin d'une relance de la croissance pour réduire le chômage et éponger nos dettes, le remède serait pire que le mal.

2. Il faut non moins impérativement que les sacrifices soient justement répartis, qu'au lieu d'accroître les inégalités, comme actuellement, ils les réduisent, c'est-à-dire qu'ils s'appliquent d'abord aux plus riches. Le bouclier fiscal, surtout symbolique, et les niches fiscales, bien réelles celles-là, doivent disparaître. C'est la seule chance de maintenir un minimum de cohésion nationale. Et la rigueur n'est pas toujours incompatible avec une politique de gauche.

3. Jusque-là, rien que de très difficile mais rien d'irréalisable. La troisième condition, un consensus politique minimal, elle, relève de l'impossible. C'est en 2007, au lendemain de l'élection de Nicolas Sarkozy, alors que la prospérité était encore là et que sa popularité était à son zénith, qu'il eût fallu lancer une politique de rigueur et de réforme des retraites. Il en avait les moyens ; il les a gaspillés en distribuant de l'argent à tout le monde. Comme Mitterrand en 1981 et avec les mêmes résultats : se trouver fort dépourvu quand la crise fut venue... Trop tard. A deux ans de la présidentielle, plus de consensus national possible ! »

François Fillon a signé la lettre de cadrage de la loi de programmation budgétaire 2011-2013. Elle fixe un objectif de réduction de 10 % des dépenses d'intervention de l'Etat en trois ans. Les ministres ont désormais sur leur bureau une feuille de route budgétaire particulièrement restrictive. Signée hier par François Fillon, la lettre de cadrage de la loi de programmation 2011-2013 comporte comme annoncé un strict encadrement des dépenses de l'Etat : l'augmentation sera limitée à l'inflation pendant trois ans (« zéro volume »), mais, « compte tenu de la dynamique inéluctable de la charge de la dette et des dépenses de pensions, cet objectif se traduira, dès 2011, globalement par une stabilisation en valeur de l'ensemble des autres dépenses de l'Etat. Certaines missions verront donc nécessairement leurs crédits diminuer en euros courants », indique le courrier. Pour y parvenir sont confirmés le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ainsi que la diminution de 1,5 % par an des effectifs des opérateurs (Météo France, CNRS, Pôle emploi, etc.). Le Premier ministre demande aussi à l'Etat comme aux opérateurs de réduire de 5 % dès 2011 les dépenses de fonctionnement courantes (10 % d'ici à 2013).

« L'ampleur du redressement budgétaire exige en outre que les dépenses d'intervention de l'Etat soient systématiquement réexaminées [...]. Pour l'ensemble des dispositifs d'intervention, notre objectif doit être de réaliser le même effort que sur les dépenses de fonctionnement, soit une baisse en valeur de 10 % », indique le courrier. Le champ de dépenses visé représente cette fois plus de 60 milliards d'euros (contre moins de 10 milliards pour le fonctionnement courant). L'objectif d'économies sur trois ans dépasse donc 6 milliards. Il n'est pas chiffré pour 2011.

Les budgets d'intervention de l'Etat sont constitués pour moitié de dépenses dites de « guichet » - allocation adulte handicapée (AAH), revenu de solidarité active (RSA), aides au logement (APL), bourses, exonérations de charges sociales ciblées, etc. -, et pour une autre moitié de subventions sectorielles : transports, emploi (contrats aidés), solidarité, ville et logement (aides à la pierre), culture, etc. Réduire cette dépense de 10 % constitue un vrai défi, car elles ont tendance « naturellement » à augmenter. « Les dispositifs qui relèvent de règles d'indexation automatique ou de droits acquis [dépenses de guichet, NDLR] devront voir leurs dépenses contenues par des réformes spécifiques », indique la lettre.

« L'objectif de 10 % est très ambitieux mais il s'agit de bien faire comprendre aux membres du gouvernement qu'ils ne doivent pas demander des hausses de budget totalement irréalisables dans les prochaines semaines », relève une source gouvernementale, qui ajoute : « Il y a déjà eu des économies importantes sur les dépenses d'intervention

précédemment, comme avec la réforme du 1 % logement. Ce sont des choses que l'on peut réaliser. » Autre exemple : la non-reconduction de l'exonération de charges sur les embauches dans les TPE. Il n'empêche, cela ne sera pas simple, surtout si le marché de l'emploi ne redécolle pas rapidement.

« On va continuer par ce plan de rigueur à réduire les dépenses sociales, alors qu'il faudrait les booster pour relancer la consommation », a réagi hier la première secrétaire du PS, Martine Aubry, après un rendez-vous avec François Fillon. Ce qui a fait sortir le Premier ministre de ses gonds à l'Assemblée : « Alors que le monde a les yeux rivés sur la zone euro, Martine Aubry préconise une nouvelle politique d'emploi jeunes et veut distribuer 200 euros à 16 millions de ménages ! Le PS est absolument inguérissable. »

Denis Muzet, directeur de Médiascopie remarque que « Le plan de sauvetage de Bruxelles a des vertus pédagogiques. Nos compatriotes sont partagés entre le refus de payer pour les erreurs de dirigeants qui ont construit l'Europe sans la responsabilité nécessaire, et l'approbation de l'indispensable solidarité d'Etats qui doivent rester soudés s'ils veulent avoir une chance de contrer les marchés financiers. Dans ces conditions, l'annonce du gel des dépenses publiques, si elle fait craindre de nouveaux sacrifices et provoque une levée de boucliers, n'en apparaît pas moins logique. Le peuple est schizophrène : son cerveau gauche est révolté, son cerveau droit est résigné. Il va falloir bien du talent à l'exécutif pour convaincre... »

Olivier Provost dans La Tribune s'en prend aux 35 heures pour ainsi valider le recul de l'âge à la retraite. On connaissait déjà l'effet pervers de cette mesure malthusianiste : le blocage des salaires dont on paie encore aujourd'hui le prix en perte de pouvoir d'achat. Mais cette mesure a eu un effet, potentiellement assassin à l'heure de la réforme des retraites : celui de pousser les entreprises et leurs salariés à une productivité horaire quasiment unique en Occident. Résultat : des journées de travail qui n'en finissent pas, et des week-ends de trois jours qui servent surtout à se reposer de ces semaines éreintantes. Nos voisins allemands, eux, ont l'intelligence de quitter leur job à 17 heures tapantes et de s'offrir une vraie soirée privée. Comment s'étonner que les Français aspirent à partir tôt en retraite, quand ils ont encore la santé, et voient d'un mauvais oeil la perspective d'un recul de l'âge légal de la retraite ou d'un allongement de la durée de cotisation ? Osons une idée iconoclaste : profitons de cette négociation sur les retraites pour remettre à plat toute notre organisation française de la vie professionnelle et post-professionnelle, à la fois en termes d'horaires et de revenus. Et l'on découvrira que ce n'est pas un simple changement de curseur dans le système des retraites qui va régler le problème d'un coup de baguette magique et faire accepter l'idée pourtant simple que l'allongement de l'espérance de vie doit aussi se traduire par un allongement de la période de travail.

Les commentaires se poursuivent sur l'emploi du mot rigueur. Ainsi, pour Jean-François Pécresse, la rigueur ne devrait pas s'appliquer qu'à la politique économique, mais aussi à son commentaire. Des propos présidentiels indiquant qu'un effort serait demandé aux hauts salaires et aux revenus du capital pour contribuer à financer les retraites, des figures de la majorité ont cru pouvoir inférer l'amorce d'une brèche dans le bouclier fiscal.

Voici un mois, Nicolas Sarkozy assurait clairement aux députés de sa majorité qu'il ne reviendrait pas sur son bouclier. Sa position n'a pas changé. Fort heureusement, car ce dispositif fait un exilé fiscal qu'aucun pays développé ne nous envie : l'impôt confiscatoire. A chaque occasion, l'opposition tente de le rapatrier. Hier, c'était au nom de la prétendue « injustice » fiscale qui conduit à restituer aux contribuables autant d'impôts qu'ils en paient. Aujourd'hui, c'est au nom de la présumée « cure d'austérité » que le gouvernement voudrait imposer, sans augmenter les prélèvements, à un pays dont la dépense publique excède la moitié de la richesse qu'il produit.

Cette rigueur-là n'est pas telle qu'il faille revenir sur cet assainissement structurel de notre fiscalité. La réception imminente des déclarations d'ISF vient d'ailleurs en rappeler la nécessité. L'équilibre de la réforme des retraites ne le justifie pas plus. Au plan technique, d'abord, il est possible de demander aux plus aisés ou aux détenteurs de capital un geste symbolique sans toucher au bouclier fiscal, puisque ni les cotisations sociales ordinaires, ni celles sur les stock-options ne bénéficient de sa protection.

Lorsque, les uns après les autres, les expertises du Conseil d'orientation des retraites invitent, devant l'ampleur abyssale des déficits, à trouver non pas des expédients conjoncturels mais d'ambitieuses solutions systémiques. A décaler fortement l'âge de départ plutôt qu'à taxer les banques... Mieux vaut tenir loin des retraites un bouclier fiscal loin de prendre sa retraite.

R. Huët et C. Loneux, sociologues considèrent que nous vivons une double crise : crise financière et crise du sens. La financiarisation de l'économie et la mondialisation des marchés s'érigent en nouvel ordre social, auquel les individus sont tenus « d'obéir », sans avoir de prise sur ces transformations majeures. Les appels répétés à un « capitalisme à visage humain » expriment bien ce dessaisissement des individus, dominés par des supra-logiques qui les dépassent. La tentation d'abdiquer est grande, chacun se réfugie dans ses affaires privées. De toute évidence, la sortie de crise ne peut reposer sur une « conversion » des individus à l'écologie ou à la justice sociale. Autrement

dit, elle ne se trouve pas dans leurs convictions personnelles. Le messianisme économique supposerait que les individus, doués de raison et vertueux, prennent conscience des dégradations sociales et environnementales possiblement dramatiques. Les solutions face à la crise doivent plutôt être conflictualisées, négociées. Une diversité d'avis sur les choix sociaux à opérer doit émerger, à propos des valeurs fondant nos choix de société. Le désaccord et la diversité sont les conditions d'une démocratie sociale.

La présidente du CNAV estime « que l'on peut pérenniser le système en combinant deux leviers : augmentation des recettes et allongement de la durée d'activité. Cette double action est incontournable afin de préserver le troisième levier, celui du niveau des pensions, et de permettre l'instauration d'un « bouclier retraites ». Nous devons dissocier deux bases de financement. Une partie reposant sur le salaire différé, c'est-à-dire sur les cotisations salariales et patronales. Et une partie fondée sur la solidarité, assise sur une assiette plus large... avec l'instauration d'une TVA sociale affectée à la retraite, avec une part plus forte du PIB dédiée à la retraite. »

Alain Minc dans Le Parisien argumente sur les retraites. « Ce qui est certain, c'est qu'il va falloir augmenter massivement la durée de cotisation. Après, on peut jouer formellement ou informellement sur l'âge légal. Mais on devra travailler plus longtemps, c'est une certitude. Je pense que les Français sont plus lucides qu'on le croit sur la question des retraites. Ils savent bien que si on ne fait pas une réforme lourde, le résultat sera catastrophique. En revanche, ils n'ont toujours pas compris qu'en dépit de notre bon niveau de natalité la France était un pays en train de vieillir et qu'il faut d'urgence s'attaquer à la question de la dépendance et à l'effet du vieillissement sur les dépenses de l'assurance maladie. Dans le contexte actuel, une contribution s'impose pour des raisons de consensus national. Mais elle ne peut être autre chose qu'un geste de solidarité. D'une façon ou d'une autre, cela va écorner le bouclier fiscal. Il faut sortir de ce fantasme grotesque consistant à croire que c'est en faisant payer les riches qu'on comblera le trou des retraites. Il faut bien comprendre que cette réforme sera suivie d'autres. C'est inéluctable. Tous les cinq à sept ans, des ajustements seront nécessaires. »

Dans le NouvelObs, il prodigue ces conseils de rigueur « Ce n'est pas le plan d'aide à la Grèce qui est à l'origine de ce virage, mais la crise. Nous avons, nous les « vieux pays » européens, aidé nos économies à traverser avec le moins de dommages possible cette période de grave récession. Aujourd'hui, nous courons avec un sac de sable sur le dos. Il va bien falloir s'en débarrasser. Cela ne veut pas dire renoncer à notre système social, mais prendre des engagements contraignants étalés dans le temps, afin de réduire notre niveau de dépenses sans brider le début de la reprise. Pour les pays qui le peuvent - économiquement et politiquement -, cela pourrait prendre la forme de l'inscription dans la Constitution d'un principe de retour à l'équilibre des finances publiques, comme cela existe déjà en Allemagne. La démocratie, ce n'est pas l'agora étendue à 400 millions de personnes. Les peuples européens ont des représentants qu'ils élisent et qu'ils ne sont pas obligés de reconduire. Leur faire croire qu'ils doivent être consultés à chaque grande étape de la construction européenne est non seulement démagogique, mais criminel. On a vu ce qu'a donné l'organisation de référendums nationaux sur le projet de Constitution européenne... »

PS

Sondage. Pascale Molinier, psychologue explique pourquoi le PS utilise le « care. » Le care est une idée de gauche, parce qu'il constitue une critique du libéralisme : Joan Tronto [professeure américaine en sciences politiques, ndlr] attire l'attention sur le fait que la société s'appuie sur les pourvoyeurs de soins en leur déniaient leur place. Nounous, auxiliaires de vie, femmes de ménage... composent une armée de l'ombre reléguée dans les coulisses d'un monde de la performance, qui veut les ignorer. Les plus performants sont aussi ceux qui parviennent à ne pas voir en quoi leur succès et l'extension de leurs capacités d'action dépendent de qui les sert. Attention, le care, ce n'est pas la pitié ou les bons sentiments. Il faut qu'il entre en résonance avec tout un ensemble de transformations sociales importantes, comme la féminisation des migrations transnationales, les mouvements de travailleurs-travailleuses sans papiers, les transformations des modes capitalistes d'organisation du travail (flexibilité, intensification...), l'allongement de la durée de la vie, le changement de la place des patients et des familles dans le processus de soin (VIH, Alzheimer et handicaps). De plus, contre le discours dominant de la droite, de défiance envers les pauvres, d'obsession du tri entre bons et mauvais citoyens, de valorisation unique de la compétitivité, de l'expertise et de la performance, il est bien normal et heureux que la gauche adopte un modèle alternatif, qui soit sensible aux différences et prône l'attention désintéressée à autrui, et une pluralité de modèles de vie.

Le problème est que le PS lance actuellement l'idée de care peut-être trop rapidement, sans percevoir la nécessité d'un travail de fond, pas seulement théorique mais pratique ; sur ce que serait une véritable politique du care, une transformation de l'agenda et des priorités politiques. Le risque est alors d'affadir le care, réduit à des solidarités et aspirations au bien-être, mais surtout de déconsidérer le propos du care, rapidement réduit à de la « nunucherie ». Sans la dimension politique des sentiments, l'appel à une « société du soin » est aussi vain que conformiste.

Le double rôle de DSK. La crise qui ébranle l'Europe place l'ancien ministre de Jospin au centre du jeu davantage que n'importe quel leader du PS. « Il rentre dans l'arène plus tôt que prévu », commente même un de ses amis. Mais elle pourrait bien contrecarrer ses éventuelles ambitions en l'empêchant d'être disponible pour la présidentielle le moment venu, même s'il souhaite être candidat. Alors avantage ou inconvénient d'être à la tête du FMI ? « Les deux versions sont possibles », pense, laconique, Pierre Moscovici.

Un autre obstacle pourrait s'élever sur le chemin de DSK : le bilan du Fonds monétaire international. Même si les experts reconnaissent que son action a changé sous sa direction, le plan d'austérité en Grèce pourrait effrayer bien des sympathisants de gauche. Les proches de DSK ont donc décidé de modérer son rôle. « Il est plutôt l'accompagnateur que l'auteur du plan, qui est un plan Sarkozy, Merkel, Trichet, Papandréou », explique Jean-Christophe Cambadélis. Exit le rôle du sauveur. Pour lui, DSK se trouve « surexposé » dans l'actualité. De là à voir une tactique politique pour disqualifier Strauss-Kahn en le présentant comme droitier, il n'y a qu'un pas.

D'autres sont prudents, mais s'interrogent. « Dire qu'il est responsable [des politiques du FMI] est injuste, mais il aurait pu éviter d'applaudir » le plan d'austérité grec, estime Jean-Louis Bianco. Les questions sur le rôle du FMI dans la crise commencent à être relayées par certains au PS, à l'aile droite ou à la gauche de la gauche. Le tremplin que représentait le FMI pour Dominique Strauss-Kahn pourrait finalement révéler des chausse-trapes. Pour l'instant, les enquêtes d'opinion demeurent très favorables. Mais les bons sondages ne font pas une élection. Il faut d'abord être candidat. Or la pression commence déjà à monter sur DSK, qui a l'interdiction formelle, tant qu'il est au FMI, de jouer un rôle politique. Pierre Moscovici invite cependant le directeur du FMI à envoyer un signe avant la fin de l'année. « Il a son agenda, mais le PS a aussi son agenda », explique-t-il. La question se règlera peut-être cet été. Dominique Strauss-Kahn et Martine Aubry ont prévu de se voir et de se parler.

Le PS et les retraites. Reçu par F. Fillon, Martine Aubry s'est déclarée contre la rigueur. Elle conseille d'accorder une prime de « 200 euros aux 16 millions de ménages en remboursement de TVA qui relancerait la consommation ». Elle propose aussi de remettre au goût du jour « un grand programme d'emplois-jeunes nouvelle formule pour donner une chance à ces jeunes d'avoir un travail, d'avoir un salaire et donc de pouvoir consommer ». Le tout serait financé en revenant, « y compris de manière temporaire, sur le bouclier fiscal, sur les réductions d'impôt des plus riches » et en faisant « payer les banques par les bénéfices qui sont les siens ». C'est François Fillon lui-même qui réplique à l'Assemblée, en réponse à une question au président du groupe PS, Jean-Marc Ayrault. « Vous êtes sur ce sujet dans la caricature permanente. Il y a quelques jours vous annonciez que vous souteniez le plan d'austérité mis en oeuvre par le premier ministre grec » mais « dès qu'il s'agit de la France c'est la facilité et la démagogie », a lancé le chef du gouvernement avant d'accuser les socialistes de vouloir creuser les déficits : « Le PS est absolument inguérissable. » De son côté, Ségolène Royal a devancé hier Martine Aubry en demandant « à Nicolas Sarkozy de renoncer aux mesures de rigueur scandaleuses qu'il a annoncées et qui frappent les Français les plus modestes, et de rétablir immédiatement la prime de 150 euros versée à 3 millions de familles, ainsi que l'exonération de charges dont bénéficiaient les très petites entreprises lorsqu'elles embauchaient ». Les partisans de Dominique Strauss-Kahn contestent quant à eux l'idée que le FMI soit à l'origine de la rigueur imposée aux Grecs. Hier, Martine Aubry a sobrement commenté l'action du directeur du FMI : s'il « n'avait pas été à la tête du FMI, la situation serait peut-être pire aujourd'hui. Donc je m'en réjouis », a-t-elle déclaré.